

arom

amitié - réalité - outre mer

BULLETIN N°27 | JUILLET 2012

Editorial : Calmer le jeu.

Raymond Césaire 2

Réflexions sur le temps passé et présent

La Conférence de RIO sur le développement durable, extraits de «POINT DE VUE sur» du MAE	3
Les résultats des élections législatives outre-mer...	<i>Victorin Lurel</i> 4
Les élections des Français de l'étranger et la nomination d'Hélène Conway-Mouret	7
Encore une fois médiatrice, la CEDEAO stabilise la Guinée-Bissao	<i>Eric Lem</i> 8

Lu dans la presse et dans les revues

Alternatives internationales :	
« Diplomatie, Hollande sort du bois »	11
« Mali, que peut faire la France ? »	12

Vu au cinéma

« Le serment de Tobrouk » de Bernard-Henri Lévy	<i>Pierre Murat</i> 14
-------------------------------------------------	------------------------

Lu chez le libraire

« De Gaulle et le Vietnam (1945-1969) de Pierre Journoud	<i>Louis Amigues</i> 15
« Africa, Etats faillis, miracles ordinaires » de Richard Dowden	<i>Raymond Césaire</i> 16
« Une saison au Tchad, juillet 1979 - février 1985 » L'Harmattan	<i>de Claude Soubeste</i> 18
« Ismaïl Urbain, Royaume arabe ou Algérie franco-musulmane ? (1848-1870) »	<i>Michel Levallois</i> 18

Cérémonies, expositions, conférences et colloques

Centre Serpente et Sorbonne, 15 et 16 juin : morale et diplomatie au XIXème siècle.	<i>I. Dasque</i> 19
Musée Guimet, 26 juin, 90ème anniversaire de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer	<i>R. Césaire</i> 20

Hommage à Raymond Aubrac,

Jean-Michel Fauve et Jacques Bourdillon 23

Institutions et associations amies

ASOM, CADE, ARRI, I&M, Francophonie, Culture et Solidarité, SHGHD, BIPP, Les Comptoirs de l'Inde	25
-----------------------------------------------------------------------------------------------------	----

In memoriam Paul Giard. Gaston Boyer

28

Calmer le jeu.

Les élections présidentielle et législatives françaises, avec leur débauche médiatique et une alternance parfaite, ont donné de notre pays, surtout à l'extérieur, l'image d'une démocratie exemplaire. La réalité mérite qu'on s'y arrête, car l'abstention n'a jamais été aussi importante, surtout aux législatives, traduisant pour le moins un désintérêt significatif à l'égard de l'exercice.

Si la constitution de la Vème République a rempli une fois de plus le rôle que lui avaient assigné ses fondateurs dans leur méfiance à l'égard du jeu des partis, le désaveu infligé à la classe politique dans son ensemble n'a jamais été aussi grand. Le système actuel, sans prise en compte des votes blancs à la présidentielle et majoritaire à deux tours lors des législatives, a conduit à une polarisation de notre vie politique qui fait que, même si l'on peut en donner des raisons, une partie substantielle de l'électorat s'est trouvée, sauf à de brèves périodes, écartée de représentation parlementaire depuis cinquante ans. Sauf à considérer, comme aux Etats-Unis, que la participation électorale n'est pas une donnée majeure du bon fonctionnement des institutions, nous devons reconnaître que notre démocratie pourrait être plus performante.

Mon bon maître Maurice Duverger avait coutume de dire qu'aucun système électoral n'était parfait et qu'il était donc souhaitable de temps en temps, sinon d'en changer, du moins de corriger les effets pervers de celui existant, d'autant qu'il ne s'agit en l'occurrence que d'une simple loi.

Ce déséquilibre aurait pu être corrigé, notamment en 2002, lorsque Jacques Chirac a été plébiscité. Mais très vite, comme le déplorait d'ailleurs en son temps le Général de Gaulle dont tout le monde se réclame aujourd'hui, les jeux partisans de ses héritiers l'ont emporté sur la vision du

fonctionnement de l'Etat qu'ils auraient pu avoir. Nous nous retrouvons aujourd'hui, toutes choses égales par ailleurs, dans une situation comparable à celle de 2002, avec une gauche à la tête de tous les pouvoirs.

La reprise des jeux politiques partisans aussitôt les élections passées, les attaques personnelles contre les hommes et les femmes, exacerbées par les médias qui font du buzz de n'importe quel fait divers, rendent la scène politique insupportable aux anciens et peu attractive pour les jeunes. Il est donc temps de cesser le jeu de massacre poursuivi après les élections et de rechercher une démocratie apaisée, c'est sans doute l'intérêt de tous et notamment de la nouvelle opposition.

Calmer le jeu apparaît tout aussi nécessaire sur la scène internationale où, après les excès médiatiques du quinquennat précédent, la France a intérêt à retrouver sa logique cartésienne dans l'expression et le rôle de modérateur qu'attend d'elle la communauté internationale. Des moments sont plus propices que d'autres pour dénouer les crises et la seule règle infaillible est de les prévenir. Elle n'a pas besoin d'anathèmes de ses représentants pour faire progresser ses valeurs et, comme viennent de le montrer les négociations européennes, un compromis équilibré, progressivement applicable est sans doute préférable à une dramatisation sans effet.

La visite à Paris de Madame Aung San Suu Kyi est venue à point nommé illustrer ce que, dans notre monde en perte de repères, une personnalité exceptionnelle de courage et de lucidité, appartenant à une autre culture, peut nous apporter.

Raymond Césaire

La conférence des Nations unies sur le développement durable « Rio+20 »

(Rio de Janeiro, 13 au 22 juin 2012)

Les résultats modestes de la Conférence de RIO+20.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que les résultats de RIO+20 sont modestes, alors que les ONG et quelques groupes poussaient pour en faire un succès à la mesure des frustrations précédentes et de la multiplicité des négociations qui avaient préparé la conférence. Il était difficile qu'il en soit autrement du fait du nombre des situations conflictuelles dans le monde et des problèmes financiers, notamment de la zone franc. Le mérite de la France et de son nouveau président est d'avoir été là, un des rares représentants de grands pays, geste qui a été apprécié et s'explique si l'on se réfère à sa campagne électorale et à la composition de sa coalition gouvernementale. Son discours, très court pour obéir à la règle, a mis l'accent sur cinq avancées : une feuille de route, un accord pour le renforcement du PNUE ; un appel à travailler sur la préservation des océans ; enfin l'accent mis sur la lutte contre la pauvreté. Il a regretté que la conférence ne soit pas parvenue à la création d'une Agence spécialisée et n'ait pas progressé sur les financements innovants.



François Hollande et Dilma Rousseff

Sans revenir sur le barrage ou les réticences des uns et des autres et fidèle à un langage de vérité, il indiqué que RIO+20 avait amené pour lui une prise de conscience sur ce qui restait à faire et indiqué la ligne que défendrait la France : faire disparaître l'opposition nord-sud sur l'enjeu mondial qu'est le développement durable ; porter la crise écologique au niveau de celles économique et financière. Ne plus voir le développement durable comme seulement une contrainte, mais un levier de promotion dans une conception humaine de l'évolution. Etre un responsable public utile, c'est être capable de dépasser les intérêts nationaux et continentaux, de parler au nom de la planète « pour permettre à d'autres de vivre après nous mieux que nous ».

À l'initiative du président Lula, la conférence des Nations unies sur le développement durable ou « Rio+20 » s'est tenue du 13 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro. « Enjeu décisif pour la planète », comme l'a souligné le président de la République, cette conférence a rassemblé, autour d'une centaine de chefs d'État et de gouvernement, les délégations de 193 pays et plus

de 40 000 participants issus des collectivités territoriales, du monde universitaire et de toutes les composantes de la société civile : secteur privé, syndicats, associations, organisations non gouvernementales. Côté français, étaient aussi présents à Rio le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, le ministre délégué au Développement et le ministre délégué chargé de l'Économie sociale et solidaire.

La conférence a marqué le vingtième anniversaire du Sommet de la Terre de 1992, fondateur en matière de développement durable. Rio+20 devait renouveler les conceptions du développement durable pour répondre aux défis de la croissance économique, de la justice sociale et de la protection de l'environnement qui menacent l'équilibre de notre planète. Il s'agissait également d'un test majeur pour le multilatéralisme et le système des Nations unies ainsi que d'une étape importante dans nos rapports avec les grands émergents.

Vingt ans après le Sommet de la Terre (Rio 1992), fondateur en la matière, la conférence des Nations unies sur le développement durable ou « Rio+20 » avait pour objectif de **renouveler l'engagement politique en faveur des trois piliers du développement durable** :

- l'économie ;
- le progrès social ;
- l'environnement.

La conférence se composait de trois segments :

- un comité préparatoire et des négociations informelles (13-19 juin) ;
- des journées de dialogue avec la société civile (16- 19 juin) ;
- un sommet des chefs d'État et de gouvernement (20-22 juin).

Dans un contexte difficile, la conférence Rio+20 a abouti à une déclaration finale de compromis qui reflète certaines priorités de la France et de l'Union européenne.

Les avancées

Sujet controversé, le concept d'économie verte et équitable a été reconnu. La dimension sociale du développement durable a été fortement soulignée, avec par exemple des références fortes aux socles de protection sociale et à l'emploi des jeunes.

Rio+20 marque également un nouveau jalon dans la construction et le renforcement d'une gouvernance mondiale du développement durable. Un « forum politique de haut niveau » du développement durable sera créé en 2013. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) est renforcé, avec notamment l'universalisation de son conseil d'administration et une augmentation de ses ressources provenant en particulier du budget régulier des Nations unies. Celui-ci est reconnu comme autorité mondiale de l'environnement.

Par ailleurs, la nécessité d'Objectifs de développement durable (ODD) universels a été mise en exergue. Un processus de définition a été lancé. Il s'articulera avec la révision des Objectifs du millénaire pour le développement pour constituer, en 2015, un véritable agenda des Nations unies traitant conjointement des trois piliers du développement durable.

Des avancées sectorielles importantes ont aussi été

obtenues dans des domaines comme l'eau et l'assainissement, la sécurité alimentaire, les océans, les modes de production et de consommation durables. Dans le domaine économique, les financements innovants sont reconnus comme un outil du développement durable.

Enfin, sous l'impulsion de la France, la société civile et les collectivités territoriales se voient reconnaître de nouveaux droits. Elles pourront notamment participer de manière plus active à la gouvernance renouvelée.

La France et l'Union européenne ont beaucoup contribué à relever le niveau d'ambition de la conférence. Cette ambition n'a pas toujours été partagée par d'autres grands partenaires, de sorte que tous nos objectifs n'ont pu être atteints.

Le point de départ de nombreuses négociations

En conclusion, le texte pose des jalons dans de très nombreux domaines. Un programme de travail substantiel doit permettre de concrétiser et d'approfondir les résultats de Rio+20. Ce sera le cas, par exemple, pour la protection des richesses de la haute mer à l'horizon 2014 et pour la gouvernance du développement durable et de l'environnement. De même, les ODD pourront être une avancée majeure si le processus de définition lancé à Rio+20 produit des résultats à la hauteur des enjeux. Enfin, la stratégie financière de développement durable prévue pour 2014 doit être l'occasion de faire avancer la mise en place des financements innovants.

Ce qu'il faut savoir

- Rio+20 a rassemblé à un très haut niveau l'ensemble des États du monde en faveur du développement durable.
- Très mobilisée, la France y était représentée par le président de la République et quatre ministres. Son implication était également marquée par la présence de représentants de la société civile et des collectivités territoriales. Fruit d'un partenariat entre le ministère des Affaires étrangères (MAE), le ministère de l'Écologie, des entreprises, des collectivités locales et des établissements publics, le pavillon français a été la vitrine de notre pays et un lieu privilégié d'échanges.
- Les principales avancées de Rio+20 sont : la reconnaissance de l'économie verte et équitable et de la dimension sociale du développement durable ; la création d'un forum politique de haut niveau du développement durable ; le renforcement du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) ; le lancement d'Objectifs de développement durable (ODD) et la mise en valeur du rôle de la société civile.
- Si la France et l'Union européenne ont beaucoup contribué à relever le niveau d'ambition de Rio+20, certaines propositions fortes n'ont pas encore abouti comme la transformation du PNUE en agence spécialisée des Nations unies, soutenue également par l'Afrique, et la mise en place opérationnelle de financements innovants.
- Enfin, le texte pose d'importants jalons qui supposent un travail de suivi substantiel (ODD, gouvernance, océans, financements, etc.).

Elections outre-mer

Victorin Lurel, Ministre des Outre-mer, a salué le 17 juin le «succès historique» des candidats de gauche dans les départements et collectivités ultramarines, où ils enlèvent 19 des 27 sièges.



Victorin Lurel

«C'est un véritable succès historique que les candidats de la majorité présidentielle obtiennent dans les outremer», affirme M. Lurel, lui-même réélu dès le premier tour en Guadeloupe, parlant d'«excellents résultats» des candidats de gauche.

«Sur les 27 circonscriptions, 19 députés de gauche ont été élus largement, contre un député pour le MoDem et 7 députés pour la droite», essentiellement dans le Pacifique, détaille le ministre dans un communiqué.

Il se félicite qu'«en Guadeloupe, en Guyane et à Mayotte, ils réalisent un grand chelem en remportant l'ensemble des circonscriptions».

En Martinique, où sur les 4 députés de gauche, deux sont du parti indépendantiste MIM, le ministre estime que

ces derniers «ont vocation à rejoindre la majorité présidentielle et pourraient également permettre la réalisation du grand chelem dans cette île».

A La Réunion, «ce sont 5 députés PS et 1 députée divers gauche qui ont contribué à la très nette victoire de la gauche», se réjouit encore M. Lurel, qui voit aussi un signe dans le fait que la circonscription remportée par un député MoDem «devance très largement le candidat UMP».

Pour lui, les citoyens des outremer «réaffirment, une nouvelle fois avec ces résultats, leur attachement aux espérances portées par le président de la République et leur volonté de changement», permettant «aux députés nouvellement élus de contribuer pleinement à la constitution d'une majorité parlementaire large et solide de soutien au gouvernement Ayrault».

A la suite de ces élections les 27 députés, 21 sénateurs, 3 députés européens et 12 membres du Conseil économique social et environnemental représentant les outremer sont les suivants :

Guadeloupe	
Députés	1 ^{ère} : Eric JALTON (PS)
	2 ^{ème} : Gabrielle LOUIS-CARABIN (D.V.G.)
	3 ^{ème} : Ary CHALUS (DVG.)
	4 ^{ème} : Victorin LUREL (PS)
Sénateurs	Jacques CORNANO (DVG.)
	Félix DESPLAN (PS) Jacques GILLOT (DVG)
Collectivités territoriales	Président du Conseil Général : Jacques GILLOT
	Président du Conseil Régional : Victorin LUREL

Martinique	
Députés	1 ^{ère} : Alfred MARIE-JEANNE (REG)
	2 ^{ème} : Bruno Nestor AZEROT (DVG)
	3 ^{ème} : Serge LETCHIMY (DVG)
	4 ^{ème} : Jean-Philippe NILOR (REG)
Sénateurs	Serge LARCHER (PPM) Maurice ANTISTE (Martinique Nouvelle)
	Président du Conseil Général : Josette MANIN Président du Conseil Régional : Serge LETCHIMY

Guyane	
Députés	1 ^{ère} : Gabriel SERVILE (PS)
	2 ^{ème} : Chantal BERTHELOT (PS)
Sénateurs	Georges PATIENT (DVG) Jean-Etienne ANTOINETTE (DVG)
Collectivités territoriales	Président du Conseil Général : Alain TIEN-LIONG
	Président du Conseil Régional : Rodolphe ALEXANDRE

La Réunion	
Députés	1 ^{ère} : Ericka BAREIGTS (PS)
	2 ^{ème} : Huguette BELLO (DVG)
	3 ^{ème} : Jean Jacques VLODY (PS)
	4 ^{ème} : Patrick LEBRETON (PS)
	5 ^{ème} : Jean-Claude FRUTEAU (PS)
	6 ^{ème} : Monique ORPHE (PS)
	7 ^{ème} : Thierry ROBERT (MODEM)
Sénateurs	Jacqueline FARREYROL (UMP) Michel FONTAINE (UMP) Paul VERGES (PCR) Michel VERGOZ (PS)
	Président du Conseil Général : Nassimah DINDAR Président du Conseil Régional : Didier ROBERT

Elections outre-mer

Mayotte	
Députés	1 ^{ère} : Boinali SAID (DVG) 2 ^{ème} : Ibrahim ABOUBACAR (PS)
Sénateurs	Thani MOHAMED SOILIHI (DVG) Abdourahmane SOILIHI (UMP)
Collectivités territoriales	Président du Conseil Général : Daniel ZAÏDANI

Nouvelle-Calédonie	
Députés	1 ^{ère} : Sonia LAGARDE (DVD) 2 ^{ème} : Philippe GOMES (DVD)
Sénateurs	Pierre FROGIER (UMP) Hilarion VENDEGOU (UMP)
Collectivités territoriales	Président du Gouvernement : Harold MARTIN Président du Congrès : Roch WAMYTAN Président Province Sud : Pierre FROGIER Président Province Nord : Paul NEAOUTYNE Président Province des Iles Loyauté : Néko HNEPEUNE

Polynésie française	
Députés	1 ^{ère} : Edouard FRITCH (DVD) 2 ^{ème} : Jonas TAHUAITU (DVD) 3 ^{ème} : Jean-Paul TUAIVA (DVD)
Sénateurs	Gaston FLOSSE (UMP) Richard TUHEIAVA (REG)
Collectivités territoriales	Président du Gouvernement : Oscar TEMARU Président de l'Assemblée : Jacqui DROLLET

Saint-Barthélemy - Saint-Martin	
Députés	Daniel GIBBES (UMP)

Saint-Barthélemy	
Députés	Michel MAGRAS (UMP)
Collectivités territoriales	Président du Conseil Territorial : Bruno MAGRAS

Saint-Martin	
Sénateur	Louis-Constant FLEMING (UMP)
Collectivités territoriales	Président du Conseil Territorial : Alain RICHARDSON

Saint-Pierre-et-Miquelon	
Députés	Annick GIRARDIN (RG)
Sénateurs	Karine CLAIREAUX (PS)
Collectivités territoriales	Président du Conseil Territorial : Stéphane ARTANO

Îles Wallis et Futuna	
Députés	David VERGÉ (DVD)
Sénateurs	Robert LAUFOAULU (UMP)
Collectivités territoriales	Président Assemblée Territoriale : Vetelino NAU

Députés Européens	
Younous OMARJEE (Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique)	
Maurice PONGA (Groupe du Parti Populaire Européen - Démocrates-Chrétiens)	
Patrice TIROLIEN (Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement Européen)	

Outre-Mer du Conseil Economique et Social	
M. Marcel OSENAT, Président (Martinique)	
M. René ARNELL (Saint-Martin)	
M. Rémy BUDOC (Guyane)	
M. Patrick GALENON (Polynésie française)	
M. Gérard GRIGNON (Saint-Pierre-et-Miquelon)	
M. Eustase JANKY (Guadeloupe)	
M. Patalione KANIMOA (Iles Wallis et Futuna)	
M. Christian LEDEE (Saint-Barthélemy)	
M. Younouss Goulam Mamode OMARJEE (La Réunion)	
M. Bernard PAUL (Nouvelle-Calédonie)	
Mme. Daourina ROMOULI-ZOUHAIR (Mayotte)	
Mme Marie-Claude TJIBAOU, Rattachée administrativement au groupe (Nouvelle-Calédonie)	

Intergroupe parlementaire de l'outre-mer	
Président	M. Alfred ALMONT

Elections des Français de l'étranger (11 sièges)

Dans son bulletin n°25 de novembre/décembre 2011, AROM avait interviewé Edouard Courtial, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères qui avait été chargé de mettre en place le nouveau dispositif de représentation des français à l'étranger



Hélène Conway-Mouret

à travers 11 circonscriptions créées à cet effet. Il s'agit d'un système complexe qui a dans l'ensemble bien fonctionné, même s'il n'a pas donné les résultats espérés par ses promoteurs ni réduit l'abstention toujours très élevée de nos compatriotes dans ce genre de consultation.

L'élection présidentielle, avec un taux d'abstention de 50 à 60%, avait vu le Président Sarkozy l'emporter avec une majorité de 53% contre 47% à François Hollande. Contre toute attente et avec une abstention encore plus forte pouvant atteindre 80%, la gauche remporte huit des onze circonscriptions créées pour les Français établis hors de France. L'UMP ne remporte que la 6ème circonscription (Suisse-Lichtenstein) avec Claudine Schmid, la 10ème (sud de l'Afrique et Moyen-Orient) avec l'ancien député de la Vienne Alain Marsaud et la 11ème (Europe de l'est, Asie, Océanie avec l'ancien ministre des transports Thierry Mariani. EELV obtient 1 siège avec Sergio Coronado dans la 2ème circonscription (Amérique du sud). Les sept autres reviennent au PS.

Fort de ce succès, le Président Hollande a maintenu le dispositif antérieur en nommant, après un intérim de madame Benguigui, Hélène Conway-Mouret, qui était jusque là l'une des douze sénateurs et sénatrices des Français de l'étranger, au poste de Ministre déléguée des Français de l'étranger. Cette Universitaire qui connaît parfaitement son sujet a fait part de son désir de travailler avec tous les représentants sur les problèmes prioritaires que lui paraissent être le réseau diplomatique et consulaire, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), la sécurité ainsi que l'action sociale et la mobilité économique de nos compatriotes.

Les élus, 6 hommes et 5 femmes ont une moyenne d'âge de 48 ans contre 55 pour l'ensemble des nouveaux députés français

Amérique du Nord (1ère)

Corinne Narassiguin (PS) Banquière.

Amérique du sud (2ème)

Sergio Coronado (EELV) Militant vert et gay.

Royaume Uni et pays scandinaves (3ème)

Axelle Lemaire (PS) Juriste.

Benelux (4ème)

Philip Corderly (PS) Secrétaire général du Parti socialiste européen.

Péninsule Ibérique et Monaco (5ème)

Arnaud Leroy (PS) Juriste.

Suisse, Lichtenstein (6ème)

Claudine Schmid (UMP) Experte en langue française.

Allemagne, Europe centrale (7ème)

Pierre-Yves Le Borgn (PS) Cadre dirigeant.

Italie, Grèce, Turquie, Israël (8ème)

Daphna Poznanski-Benhamou (PS) Professeure.

Nord de l'Afrique (9ème)

Pouria Amirshahi (PS) Attachée parlementaire.

Sud de l'Afrique, Moyen Orient, Pays arabes (10ème)

Alain Marsaud (UMP) Magistrat.

Russie, Europe de l'Est, Asie, Océanie (11ème)

Thierry Mariani (UMP) Cadre, ancien ministre.

Encore une fois médiatrice, la CEDEAO stabilise la Guinée-Bissao.

La Guinée-Bissao a fait l'objet d'articles d'Eric Lem, ancien Ambassadeur dans ce pays, dans les numéros d'AROM n° 16 de novembre 2008 et 17 de mars 2009 au moment des élections. (Voir site www.arom-asso.com). Depuis lors, la vie politique bissao-guinéenne n'a cessé d'être rapportée par nos médias comme l'exemple de tous les trafics et tous les dangers. Ce pays, au demeurant agréable à vivre, méritait-il cela ? Au-delà des fantasmes de Gérard de Villiers, se joue sur fond de rivalités entre deux grands pays de l'Afrique sub-saharienne, le Nigeria anglophone et l'Angola lusophone, une partie de bras de fer dans laquelle la CEDEAO, mise à toutes les sauces, ne s'en est jusqu'ici pas mal tirée. Eric Lem revient ici, en saluant le rôle de l'organisation sous-régionale, sur les subtilités d'une situation locale qui n'a pas toujours été comprise.

Présenté par le gouvernement portugais et par la Commission européenne comme la réaction d'une armée craignant pour ses privilèges menacés, le coup d'État militaire qui a eu lieu le 12 avril à Bissao, sorti de son contexte, a été mal compris des médias.

Assez éloignée de cette simplification, la situation politique en Guinée-Bissao est d'ailleurs impossible à comprendre si on ne remonte pas dans le temps et si l'on ne se reporte pas à l'assassinat spectaculaire du Président de la République de Guinée-Bissao, le général Joao Bernardo Vieira, perpétré en novembre 2008 par des militaires en colère quelques instants après celui du chef d'État-major de l'armée bissao-guinéenne, Tagmé Na Wai, atteint par une bombe de provenance inconnue.

Après ce double meurtre qui profitait automatiquement au Premier ministre en place, Carlos Gomes Jr., ennemi politique et concurrent des deux victimes, l'atmosphère est en effet devenue empoisonnée.

L'enquête du Procureur général de la République, M. Amine Saad, a donné du crédit aux accusations de la veuve du général Vieira, qui voyait dans le Premier ministre Carlos Gomes et dans certains éléments politiques portugais les commanditaires et les organisateurs du double assassinat. Parallèlement, les membres de l'État-major se sont accusés mutuellement d'avoir été aveugles et de s'être laissés manipuler par le Premier ministre qui leur aurait fait croire que le général Vieira était l'organisateur du meurtre de Tagmé Na Wai, expliquant ainsi la réaction « spontanée » rapide et meurtrière de certains de leurs subordonnés à l'égard du président.

Quoiqu'il en ait été, la justice en tout cas n'a trouvé aucun coupable. Il en est résulté un grand malaise. Pendant quatre ans, aucune clarification, aucun élément décisif,

aucun jugement n'est venu mettre un terme aux accusations et aux rumeurs et, de plus, deux nouveaux assassinats également inexplicables officiellement ont alourdi l'atmosphère et nourri les soupçons. Celui de Baciro Dabo, ancien secrétaire d'État à la sécurité intérieure du Président Vieira et celui de Helder Proença, ancien Premier ministre et chef de file des opposants à M. Carlos Gomes au sein du parti majoritaire, le PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert).

Le coup d'État du 12 avril n'a donc pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais s'est inscrit dans le contexte de quatre années difficiles où l'inertie de la justice et l'appel de Carlos Gomes à des troupes étrangères, celles de l'Angola, pour contrer la méfiance de plus en plus grande de l'armée nationale à son égard avaient créé les conditions d'une crise comparables à celles qui avaient prévalu en 1998 (rébellion du général Ansumane Mané) et en 2003 (démission forcée du président Koumba Yalla) au cours desquelles la CEDEAO, déjà, avait dû intervenir et offrir sa médiation dans le cadre de l'assistance due à un de ses pays membres.

L'intervention de l'armée cependant n'aurait pas eu lieu si les élections présidentielles qu'appelait le calendrier électoral au début de mai s'étaient déroulées normalement. Mais dès le premier tour, plusieurs partis (dont le parti de la Renovation sociale de l'ex-président Koumba Yalla) accusèrent M. Carlos Gomes, candidat, et le PAIGC qui le soutenait, de multiples fraudes électorales, refusant formellement de cautionner un deuxième tour au sein de la commission nationale électorale. Les cinq candidats ayant obtenu au premier tour un nombre de voix leur permettant d'affronter M. Carlos Gomes au second refusèrent par ailleurs de continuer leur campagne dans ces conditions et retirèrent leur candidature. Ce refus, qui revenait à annuler toute compétition et à laisser Carlos Gomes se



faire élire sans concurrent, ce qui aurait été une première dans l'histoire électorale du pays, créait une impasse.

Le chef d'État-major de l'armée bissao-guinéenne, Antonio Indjai, crut pouvoir la surmonter en se saisissant du maintien de l'ordre et en demandant au président de l'Assemblée nationale, M. Manuel Serifo Nhamadjo d'arbitrer le conflit en assumant provisoirement le pouvoir. Solution qui bien entendu fut refusée par M. Carlos Gomes et dénoncée à sa demande par le gouvernement de Lisbonne et la communauté des pays de langue portugaise, entraînant à leur suite la Communauté européenne, Paris, la CEDEAO et le Conseil de sécurité des Nations unies, où une résolution fut votée prévoyant des « sanctions » et l'envoi d'une force internationale « pour rétablir l'ordre constitutionnel ».

Les États membres de la CEDEAO forts de cette unité, hostiles par principe à toutes les formes de coup d'État, mais bien conscients du fait que l'armée bissao-guinéenne était intervenue, non pour mettre fin à un processus électoral comme le prétendait Carlos Gomes, mais parce que ce processus avait été stoppé par les partis démocratiques en raison d'une fraude avérée, ce qui était fort différent et offrait des possibilités de dialogue, décidèrent alors d'intervenir vite et sous leur propre responsabilité.

Connaissant bien le pays (qui est membre de l'organisation régionale ouest-africaine et de la zone du franc CFA), ayant dans le passé déjà participé à de multiples « facilitations », ils entrèrent en négociations avec ce qu'il était convenu d'appeler « la junte », offrant de favoriser un règlement permettant un retour à la normale, tout en annonçant simultanément le débarquement imminent d'une force ouest-africaine d'intervention.

La junte qui après le vote de l'ONU avait d'abord fait savoir qu'une force internationale « serait reçue à coups de canon », accepta sans difficulté d'accueillir un contingent policier et militaire de la CEDEAO, de remettre en liberté Carlos Gomes qu'elle avait arrêté, de reconnaître l'autorité civile représentée par le Président de l'Assemblée nationale et de s'engager à garantir l'organisation de nouvelles élections après un délai plus ou moins long qui restait à négocier avec les membres de l'Assemblée. Elle exigeait en retour le départ immédiat de la force angolaise au motif qu'elle avait servi de garde prétorienne à Carlos Gomes et une enquête sérieuse sur les meurtres intervenus pendant les années de gouvernement de celui-ci.

L'accord, après un temps de négociation, se fit sur ces bases :

L'armée regagnant ses casernes et levant ses bar-

rages déclara remettre le pouvoir à l'Assemblée nationale. Celle-ci élit M. Manuel Serifo Nhamadjo « Président de transition ». Ce dernier nomma le 17 mai un nouveau Premier ministre, M. Rui Duarte Barros (ancien ministre des Finances du président Vieira) et un gouvernement de « techniciens » au sein duquel les militaires ne détenaient que deux portefeuilles. Il fut convenu par un accord signé de tous les partis politiques (à l'exception du PAIGC) que des élections législatives et présidentielles auraient lieu dans un délai d'un an. Enfin, en garantie de la transition, une force ouest-africaine d'un millier d'hommes composée de soldats et de policiers nigériens, burkinabés, ivoiriens et sénégalais se déploya sans incident, la mission angolaise lui laissant la place avec quelque réticence, mais terminant le rapatriement de ses derniers éléments le 30 juin.

Cet équilibre, issu d'un compromis difficile entre Africains, durera-t-il ? Compte tenu de l'histoire imprévisible et tragique qu'a connue la Guinée-Bissau depuis son indépendance (acquise en 1973 après quinze années de lutte armée), ce serait bien téméraire de le certifier. Mais celui-ci semble pour le moment tenir. Certains signes encourageants permettent même de parler d'un retour à la normale.

M. Rui Duarte Barros qui a gardé de son passage à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest un savoir-faire et des amis, remet en marche la machine administrative. Une certaine reprise économique apparaît. Les partis politiques par ailleurs, conscients que l'année qui leur est

laissée leur donne un temps très court pour s'organiser en vue de l'élection, préparent une alternative au gouvernement provisoire mis en place par l'accord de transition.

C'est ainsi par exemple que l'Alliance démocratique de Victor Mandinga, l'Union pour le changement d'Egenello Regala, le Parti de l'unité nationale d'Idrissa Diallo et les dissidents du PAIGC menés par Aristide Gomes (ancien ministre de la Coopération du Président Vieira) viennent de s'unir pour créer un mouvement qui entend bien accéder au pouvoir à la faveur de la consultation électorale promise pour l'an prochain. Ils ne l'auraient pas fait s'ils ne croyaient pas au retour à l'ordre constitutionnel et à la liberté que la CEDEAO s'efforce de garantir.

Autre signe de confiance dans une certaine « normalité » revenue, le PAIGC bien qu'affaibli reste ouvertement partisan du retour de Carlos Gomes actuellement à l'étranger et critique librement l'évolution actuelle sans que pour le moment aucun de ses militants ou de ses députés n'ait été inquiété pour son rôle d'opposant au régime de transition qui vient d'être instauré.

L'organisation régionale ouest-africaine va-t-elle gagner le pari qu'elle a fait en intervenant en Guinée-Bissau ? Redonnant confiance aux partis, contenant l'armée, favorisant la reprise d'une vie quotidienne normale, elle joue en tout cas en ce moment le rôle stabilisateur pour lequel elle a été créée.

Eric Lem

Quelques chiffres concernant la Guinée-Bissau

Nom officiel :	République de Guinée-Bissau ((10 septembre 1974)
Superficie :	32 000 km ² (36.000km ² en comptant les 40 îles de l'archipel de Bijagos)
Population :	1,6 millions d'habitants
Taux de fécondité :	4,5%
	56% de la main d'œuvre est agricole.
	95% des exportations sont assurées par la noix de cajou.
	Perspectives minières.
Monnaie :	franc CFA
	Dettes énormes qui ont été largement annulées par le FMI en 2011.
Croissance	4,8%



Lu dans la presse et dans les revues

Alternatives internationales : « **Diplomatie, Hollande sort du bois** »

Le numéro de juin de la revue trimestrielle Alternatives internationales contient une chronique intitulée « Diplomatie : Hollande sort du bois » où Jacques Amalric analyse avec sa subtilité habituelle l'entrée de notre nouveau Président sur la scène internationale.

Se référant à un entretien qu'il avait donné dès le 7 mai au site Slate, il rappelait que la France n'était pas n'importe quel pays en Europe et dans le monde et, que comme l'avait fait son prédécesseur, il aurait à prendre des initiatives. Revenant sur l'action menée par celui-ci, il estimait que celle menée à l'ONU sur la Libye avait été heureuse, mais qu'en revanche, l'Union pour la méditerranée, en raison de son impréparation, avait été un échec.

Vis-à-vis des Etats-Unis, il est sûr qu'il évitera toujours un anti-américanisme primaire et de donner des arguments au candidat républicain, d'où son application conciliante de l'après-retrait d'Afghanistan, avec l'intégration de la notion de « forces combattantes » et le non changement par rapport à la décision prise par le président Sarkozy sur le retour au commandement intégré de l'OTAN, ou encore le flou entretenu sur l'épineux dossier du bouclier anti-missile, à condition qu'il ne soit pas « un substitut de la dissuasion nucléaire, mais un complément ».

La priorité donnée par François Hollande à l'Europe se voit discrètement soutenue dans son volet croisé par Barack Obama. Il rappelle, comme il l'a montré depuis, qu'il ne veut pas une relation « exclusive » avec l'Allemagne. La nomination de deux « nonistes » Laurent Fabius au Quai d'Orsay et Bernard Cazeneuve aux affaires européennes, peut sur-

prendre mais ne le gêne pas dans la mesure où les affaires européennes sont toujours un domaine réservé de l'Élysée, et que Jean-Marc Ayrault, germanophone et Pierre Moscovici « y sont étroitement associés ». Enfin, Philippe Leglise-Costa, qui était représentant permanent adjoint est un homme connu et apprécié à Bruxelles. Autre européen convaincu de son entourage, Francis Macron, Inspecteur des finances, ex-associé gérant chez Rothschild, et rapporteur de la Commission Attali en 2009.

Sur l'Afghanistan, Jacques Amalric juge de bon augure la nomination pour une fois d'un expert, Jean-Yves Le Drian à la Défense, car bien des problèmes restent à régler et notamment la participation à l'entretien de la future armée afghane, quelques 100 à 200 millions de dollars qui sont quand même moins que les 500 millions de dollars que coûte la présence actuelle.

Sur la Chine et notamment sur ses pratiques commerciales, François Hollande aurait une opinion bien claire, mais il veut éviter tout clash et pense que c'est à l'Europe à agir.

Avec la Russie, « que faire du partenariat stratégique » négocié par le Président Sarkozy avec Medvedev, alors qu'il se retrouve face à Poutine avec deux dossiers empoisonnés : la vente de 4 Mistral et la création d'une zone touristique dans la région du Caucase. Les deux pays sont aussi

fondamentalement en désaccord sur la Syrie et sur l'Iran.

Sur les révolutions arabes le président François Hollande, qui ne s'est guère écarté des positions d'Alain Juppé, évite de trop parler et d'ironiser sur son prédécesseur. L'enjeu à long terme est de savoir si les partis qui se réclament de l'Islam peuvent entrer dans un processus démocratique à long terme.

Sur l'Afrique, on pouvait voir un signe dans la nomination de Pascal Canfin, député européen vert de 37 ans qui avait fait campagne contre « les biens mal acquis » de quelques dictatures africaines, alors que Laurent Fabius s'était rendu chez Ali Bongo pendant la campagne électorale. Depuis, chacun semble avoir trouvé ses marques, Pascal Canfin embrasse les problèmes du développement durable tandis que le Président Ali Bongo a été reçu à l'Élysée. Toute tension éventuelle que l'on pouvait craindre au sein de l'équipe du fait de parcours différents, se trouve balayée par les problèmes prégnants de la bande sahélo-saharienne et de nos otages. La présence ou non du Président en octobre à Kinshasa au Sommet de la Francophonie soulève évidemment toutes les spéculations.

Enfin, à propos de la Turquie François Hollande indique à Jacques Amalric qu'il ne veut pas enfermer ce pays « dans le rôle peu reluisant d'épouvantail à électeurs ».



Lu dans la presse et dans les revues

Mali, que peut faire la France ?

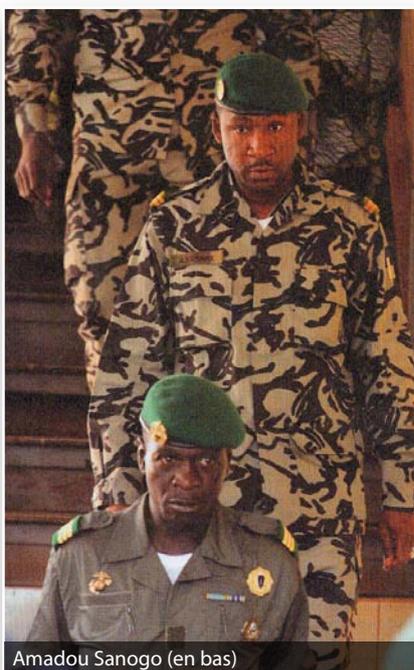
Les adhérents et lecteurs d'AROM ont connu pour la plupart le Mali où certains d'entre eux ont servi. Ils ont été attristés d'assister à la dégradation de la situation politique de ce pays et atterrés du pillage du Palais de Koulouba qui avait été celui des gouverneurs. Des nombreuses analyses parues, celle d'Alain Antil, responsable du programme Afrique subsaharienne à l'IFRI publiée dans Alternatives internationales nous a semblé l'une des plus intéressantes.

« La France ne doit pas intervenir directement »

Putsch militaire suivi d'une transition chaotique au sud. Des mouvements islamistes et touaregs qui ont chassé l'armée au nord. Aucune force, même régionale, ne semble capable, aujourd'hui de rétablir la stabilité dans le pays.

À la suite du coup d'État militaire du 22 mars dernier un processus de transition est en cours au Mali sous l'égide de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui est censé permettre le rétablissement de la démocratie d'ici un an. Est-il crédible ?

Alain Antil : Il ne fait pas l'unanimité. Les grands partis l'ont rallié, mais des organisations de la société civile, proches des putschistes, dé-



Amadou Sanogo (en bas)

noncent une prise du pouvoir par la CEDEAO. Officiellement, les putschistes eux-mêmes ont accepté ce processus le 21 mai. Et leur chef, le capitaine Amadou Haya Sanogo, a obtenu en échange de sa signature le statut d'ancien chef de l'État avec les avantages matériels que cela suppose, bien qu'il n'ait dirigé le Mali que pendant trois semaines. Joue-t-il un double jeu en poussant en sous-main ses partisans à saboter le processus ? C'est probable. Mais peut-être est-il aussi l'otage de ces collègues de l'armée qui l'ont poussé à prendre le pouvoir et dont il n'est que la figure médiatique. Ces putschistes avaient plusieurs motivations en renversant le président Amadou Toumani Touré surnommé ATT, à un mois d'une

élection présidentielle à laquelle il ne se représentait pas. De nombreux militaires ont été scandalisés par l'indifférence qu'a manifestée ATT en janvier dernier, lors du massacre présumé de 80 soldats à Aguelhok dans le nord du pays, une tuerie attribuée à des rebelles touaregs et à leurs alliés islamistes. Les manifestations de début février, notamment ce que l'on a appelé « la marche des femmes », étaient un prélude à ce qui s'est passé quelques semaines plus tard. Plus globalement les putschistes ont été révoltés par la désorganisation et la déconfiture de l'armée malienne ces derniers mois face aux différents groupes armés touaregs, alors que dans le même temps des officiers supérieurs participaient au trafic de cocaïne. Ce qu'ATT savait certainement, car même en détournant le budget de l'armée, ces officiers n'auraient pu accumuler de pareilles fortunes.

Qui soutient encore les putschistes aujourd'hui ?

AA : ils bénéficient de sympathies dans une partie de la population bamakoise, mais il est impossible de l'évaluer précisément, faute d'études d'opinion. Au moment du putsch, ils ont en tout cas profité de complicités au sein des services de sécurité et de la garde présidentielle car ils ont failli tuer ATT en tirant un missile contre la pièce où il était supposé se trouver. Ce qui veut dire qu'ils étaient assez précisément informés de ses



Lu dans la presse et dans les revues

déplacements. De même, si le 21 mai dernier, des jeunes pro-putschistes ont pu agresser le président de transition Diacounda Traoré jusque dans son bureau, manquant là encore de l'assassiner, c'est parce que des membres des forces de sécurité les ont laissés passer. La classe politique est globalement hostile aux putschistes mais elle est largement discréditée parce que les citoyens l'accusent d'être corrompue. Cela dit, l'agression contre le président de transition a choqué l'opinion. Certains Maliens ont réalisé que les putschistes étaient devenus un élément de déstabilisation, malgré leur promesse de reconquête du Nord si on leur laissait le pouvoir.

Quels sont les moyens d'action de la CEDEAO au Mali ?

AA : La CEDEAO pourrait décréter un embargo sur les mouvements bancaires ou sur les approvisionnements pétroliers si la transition était gravement menacée. Mais la première victime de telles sanctions serait la population, et pas les putschistes. Sur le plan militaire, la CEDEAO a évoqué la possibilité d'envoyer une force militaire de 2000 hommes au Mali, sans préciser si c'était pour reconquérir le Nord ou pour protéger le pouvoir de transition. En tout état de cause, les pays de la région ne semblent pas se bousculer pour fournir des troupes et, même s'ils le faisaient, elles ne seraient vraisemblablement pas capables de reprendre le Nord, qui est très vaste, aux différents groupes



Les grilles défoncées du palais présidentiel de Koulouba à Bamako

armés touaregs et à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Quant à intervenir au Sud pour protéger le pouvoir de transition, ce serait politiquement très risqué, car la CEDEAO a mauvaise presse au Mali. L'opinion la soupçonne notamment de servir les intérêts de chefs d'Etat de la région, comme le burkinabé Blaise Compaoré. Il ne faut pas croire que, parce qu'elles sont africaines, des troupes sont forcément mieux accueillies au sud du Sahara que des forces occidentales. Au Mali, même des soldats venus de pays voisins seraient perçus comme des étrangers en armes qui se mêlent d'une affaire intérieure.

Que peut faire la France ?

AA : Ne pas intervenir directement surtout, et encore moins militairement, car de nombreux Maliens sont persuadés qu'elle a appuyé l'un des mouvements armés touaregs, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) qui s'est longtemps

présenté comme seul capable d'éradiquer Aqmi au Nord. De fait, des leaders du mouvement ont été reçus à Paris. La Mauritanie et l'Algérie, qui s'inquiètent de la montée en puissance d'Aqmi mais ne veulent pas intervenir militairement, ont également été sensibles aux arguments du MNLA. Mais aujourd'hui, ce groupe semble en passe d'éclater entre une aile politique, plus « laïque » qui refuse l'alliance avec le mouvement islamiste touareg Ansar al-Din, et une aile militaire qui paraît prête à faire cause commune avec cette organisation, elle-même proche d'Aqmi. Si la France veut peser au Mali, elle doit donc le faire le plus discrètement possible en soutenant les efforts de la CEDEAO et en obtenant l'appui du Conseil de sécurité de l'ONU à cette médiation. Elle ne peut pas faire davantage sans risquer de provoquer des réactions dangereuses dans l'opinion malienne. Propos recueillis par Y.M.



Vu au cinéma

LE SERMENT DE TOBROUK

documentaire de 1h 46 min
de Bernard-Henri Lévy
avec Marc Roussel
comme coréalisateur,
produit par Arte France
et Margo Cinéma.

La guerre de Libye vue de l'intérieur. Sur le terrain et dans les capitales du monde. Par ceux qui l'ont faite - Libyens, Français et autres. Après trente ans de combat sur différents théâtres de conflit de la planète, un homme, Bernard-Henri Lévy, nous conduit, ici, et nous emmène avec lui, sur les traces de Malraux, d'Hemingway, des Français libres de la deuxième DB du général Leclerc, mais aussi de lui-même. Six mois d'une dramaturgie exceptionnelle.



Six mois d'une guerre de libération aboutissant à la chute de l'une des plus longues, des plus implacables, dictatures modernes. Une guerre qui a un début mais peut-être pas de fin. Le « making of » d'une guerre.

C'est un film qui se voit bien pour tous ceux qui ont suivi la chute de la dictature Kadhafi dont il rappelle la chronologie et qui n'ont pas de préventions à l'égard de Bernard-Henri Lévy. Davantage qu'un documentaire (1h 46) au titre duquel il a été présenté en sélection officielle à Cannes pour des raisons politico-médiatiques, c'est un montage bien fait d'un ensemble de prises de vue et de commentaires mis en situation historique par cet intellectuel flamboyant, qui s'offre comme le *deus ex machina* de toute cette aventure. Comme l'écrit Thomas Sotinel dans le Monde, « on est partagé entre la stupeur, l'exaspération et presque à contre-cœur l'admiration. Le rêve de Bernard-Henri Lévy dont il ne se cache pas, serait de voir reproduite en Syrie l'opération sur Bengazi.

LA CRITIQUE LORS DE LA SORTIE EN SALLE DU 06/2012.

Il s'aime bien, Bernard-Henri Lévy. Peut-être moins passionnément que ne le disent ses nombreux ennemis, mais il ne se déteste pas trop, c'est visible... Il prétend, et on veut bien le croire, qu'il n'est pas à l'initiative de ce documentaire dont il est, pourtant, le héros omniprésent. En Libye, à l'automne 2011, il n'est là que comme reporter en mission auprès des rebelles anti-Kadhafi. C'est son photographe personnel, Marc Roussel, scotché par ce qu'il voit, qui appuie instinctivement sur un petit bouton : miraculeusement transformé en caméra, son génial appareil 5D saisit l'étonnant moment où BHL propose au chef du Conseil national de transition (CNT) de lui faire rencontrer Nicolas Sarkozy. L'Histoire est en marche, le film aussi...

A l'arrivée, le film est moins un reportage qu'une suite de réflexions. Sur le droit d'ingérence. Sur les révolutions qui insufflent, parfois, de la grandeur aux hommes politiques. Et sur le rôle forcément indispensable des philosophes, soucieux d'unir la pensée et l'action — comme André Malraux, jadis... BHL dit ce qu'il croit et croit ce qu'il dit (malheur à ceux qui, comme Rony Brauman, s'opposent à lui !). Et il ne filme que ce qu'il voit là où il est. Au risque de devenir, à lui seul, le grand sauveur du peuple libyen. Face à Nicolas Sarkozy, David Cameron et Hillary Clinton, réduits à des guest stars...

Autres gros problèmes : un commentaire précieux, littéraire au mauvais sens du terme, que BHL dit mal ; et un montage sage, appliqué, plan-plan, qui risque de plonger dans la torpeur le spectateur le mieux disposé...

Pierre Murat



Lu chez le libraire

DE GAULLE ET LE VIETNAM (1945-1969)

par PIERRE JOURNOUD
aux éditions Taillandier



Pierre Journoud avait fait, pour le bulletin n° 25 d'AROM de novembre/décembre 2011, l'analyse du livre de John Gunther Dean, ancien Ambassadeur des Etats Unis à Phnom Penh, intitulé « Au cœur de la guerre froide » publié aux éditions François-Xavier de Guibert. Ce chercheur de l'Institut stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM) publie aujourd'hui lui-même « De Gaulle et le Vietnam (1945-1969) » dont un ami d'AROM, qui a été Ambassadeur au Vietnam de 1986 à 1989 nous propose la recension assortie de quelques souvenirs personnels.

Ce livre est celui d'un historien, tiré d'une thèse de doctorat, très largement nourri de l'étude approfondie des fonds d'archives français et américains. Il est dense et d'une lecture qui requiert l'attention. Ce n'est pas "un livre de plus" sur les guerres d'Indochine et du Vietnam. Consacré

à de Gaulle et le Vietnam, l'ouvrage décrit d'abord le cheminement – que l'auteur qualifie de "processus de décolonisation mentale"- qui a conduit de Gaulle d'une attitude très conservatrice en 1945/1946 à la conscience que la politique française, à commencer par la sienne, y avait fait fausse route. Fort de cette conviction, il va s'efforcer, dès son retour au pouvoir en 1958, de mettre en garde les présidents américains-Eisenhower puis Kennedy- et de les exhorter à ne pas commettre les mêmes erreurs que nous. N'ayant pas été entendu, toute sa diplomatie tendra alors, et de façon constante, à ouvrir des portes à une solution du conflit : de façon secrète ou discrète d'abord, publiquement ensuite - et parfois, comme à Phnom Penh, de manière spectaculaire. C'est là l'originalité de cet ouvrage qui est de bout en bout passionnant. Car à travers la relation de cette longue guerre, des efforts diplomatiques et politiques pour y mettre fin, de l'évolution des relations de la France avec les autorités de Saigon et d'Hanoi, c'est aussi et surtout des relations franco-américaines dont il est question. Comme le relève la deuxième de couverture du livre, l'auteur "entreprend de pourfendre quelques idées reçues. Non les Etats-Unis n'ont pas tout fait pour évincer les Français d'Indochine après 1954. Non le Général n'était pas un antiméricaniste primaire et ne s'est pas contenté de condamner l'engagement militaire des Etats-Unis".

L'ouvrage se termine d'ailleurs par une très belle postface d'un historien américain, David L. Schalk, dans laquelle, s'adressant à l'auteur, il le remercie de son travail et exprime sa reconnaissance à notre pays, au général de Gaulle et aux centaines sinon milliers de nos concitoyens qui

ont œuvré pour la paix. Et il conclut ce témoignage par ces lignes : " ... vous avez déchiré mon cœur, vous m'avez porté vers les régions où je ne voulais plus pénétrer. M'amenant à revisiter les terribles erreurs commises par mon pays au Vietnam entre 1950 et 1975, par le prisme si instructif des rapports franco-américains, vous m'avez fait revivre une douleur intime mais salutaire. Je regarde aujourd'hui avec un œil neuf ce qui fut, pour emprunter le mot si juste du grand journaliste Neil Sheehan, A Bright Shining Lie."

Je ne saurais donc trop recommander la lecture de ce livre à tous ceux qui, pour quelque raison que ce soit, s'intéressent au Vietnam.

Je voudrais terminer par une remarque fondée sur une expérience personnelle. Un des thèmes développés par Pierre Journoud est qu'une certaine réconciliation est intervenue entre Paris et Hanoi entre 1965 et 1967 qui aurait favorisé la recherche de la paix. Au terme de réconciliation, qui suppose un mouvement très fort du cœur et de l'esprit, je pense qu'il serait plus approprié de parler de normalisation. Au cours de ma mission au Vietnam, de 1986 à 1989, j'ai, en effet, été sollicité par l'Institut Charles de Gaulle pour demander à Pham Van Dong s'il accepterait d'apporter son témoignage sur la perception qu'il avait de la relation du général de Gaulle avec son pays. Cette requête s'inscrivait, si j'ai bonne mémoire, dans le cadre de la préparation d'un colloque qui devait avoir lieu en 1990 à l'occasion du centenaire de la naissance du Général. Lorsqu'il me reçut, je lui précisai, même si cela allait de soi, que ce témoignage, quelle que fût sa teneur, serait intégralement reproduit. Je l'entends encore me

donner sa réponse, dans un français impeccable et de cette voix un peu stridente qui lui était particulière : “ Je vous ai bien entendu, monsieur l’ambassadeur, mais je ne peux répondre positivement à votre demande par respect pour les souffrances du peuple vietnamien”. Je l’ai remercié de m’avoir reçu tout en regrettant

ce refus qui nous privait d’un témoignage du plus grand intérêt pour les historiens.

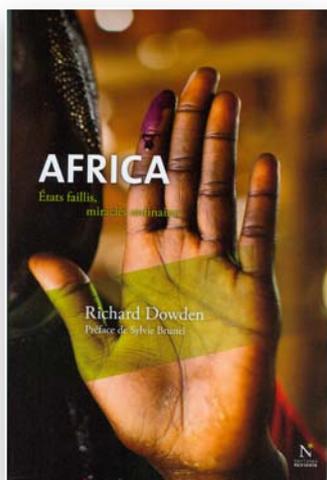
Cette position me laisse encore songeur. Prédominance de l’idéologie chez cet homme, dont témoigne la formule utilisée ? Attitude personnelle ou dictée par le Parti ? Vieille

haine tenace en dépit du temps écoulé ? Je me le suis souvent demandé. Et me pose encore la question : Pham Van Dong, au-delà des impératifs qui ont pesé sur la politique du Nord Vietnam, s’est-il jamais, en son for intérieur, réconcilié avec nous ?

Louis Amigues

« AFRICA, Etats faillis, miracles ordinaires »

de Richard Dowden, préface de Sylvie Brunel. Traduit de l’anglais par Gerald de Hemptinne et Anne-Marie Bodart. aux Editions NEVICATA 585 pages.



Ce livre de l’actuel Directeur de la Royal African Society de Londres, est celui d’un journaliste qui a travaillé pendant trente ans en Afrique subsaharienne pour de grands médias comme le Times, The Independent ou The Economist. Il débute et se lit dans beaucoup de ses passages comme un roman.

Richard Dowden est issu d’une famille dont le grand-père avait laissé une partie de ses rêves d’aventure en Afrique dans les années cinquante, peu avant le début de la décolonisation de l’Empire. Il fut au moment

de la guerre du Vietnam, l’élève des pères blancs toujours chaleureux et actifs en Afrique. Ce sont eux qui l’envoyèrent comme jeune instituteur dans une école de village en Ouganda, pays fascinant si l’en fut. Cette première expérience qu’il rapporte avec autant d’émotion que d’humour vit son rêve s’effondrer avec l’arrivée au pouvoir d’Idi Amin Dada devenu rapidement le stéréotype du dictateur africain. C’est pour compenser, à son retour à Londres, le choc culturel de cette Afrique rêvée, qu’il n’eut de cesse que d’y retourner et devint, comme correspondant des plus grands journaux britanniques, le spécialiste de l’étude de la fin du colonialisme dans tous les nouveaux Etats. Connaissant particulièrement bien l’Afrique de l’est et centrale de langue anglaise qui sont moins familières au lecteur français, il décrit ses rencontres et ses aventures journalistiques en tirant sans complaisance la leçon des drames et turpitudes dont il est le témoin.

En Somalie, est-ce bien l’Afrique ? se demande-t-il, en rappelant différentes péripéties, pris au piège de la désastreuse expédition américaine et en montrant l’absence d’issue de la situation actuelle. « En avant vers le passé » titre-t-il à propos du Zimbabwe et de Mugabe qui reproduisirent la mentalité et le modèle des colons blancs qui les avaient colonisés.

Fin connaisseur du Soudan aux cent trente langues, mais aussi de son élite, il rappelle l’histoire coloniale de ce pays que les Britanniques

n’eurent jamais les hommes nécessaires pour administrer. Il ne pouvait que se disloquer en luttes de clans et populations rivales et voir se multiplier les camps de réfugiés dont il illustre la gestion parfois pittoresque comme celle du fameux Whisky Delta. La « cassure » finale actuelle n’est pas seulement celle du sud, mais le début d’un fossé qui s’élargit entre « Arabes » et « Africains ».

« Angola, une tique plus grosse qu’un chien », sous ce titre énigmatique emprunté à un économiste zimbabwéen, Dowden illustre le degré de corruption auquel est parvenu ce pays. Il rappelle le métissage de la colonisation portugaise, le rôle des « marchands euro-africains » qui s’est prolongé par le trafic d’armes, le personnage polyglotte sympathique mais qui a mal joué qu’était Savimbi, les rivalités entre le MPLA et l’UNITA sur fond de guerre froide et, en dépit ou à cause du pétrole, la permanence d’une situation « de merde ».

Le chapitre sur le Burundi et le Rwanda, vus à travers à des reportages, rappelle les moments douloureux qu’ont connus les deux pays. La relation entre Hutus et Tutsis est unique et complexe. Le français n’a pas de mot pour la décrire pense-t-il. « Avant 1994, j’avais déjà couvert une vingtaine de guerres. Les horreurs du Rwanda rendirent dérisoires les clichés habituels des médias ». Avec le recul, il pense que les leaders politiques et les faiseurs d’opinion ne furent pas à la hauteur de la situation, d’autant que d’autres sujets plus attrayants comme les élections en

Afrique du sud attirait l'attention. Le Rwanda aujourd'hui est plus que jamais gouverné par une main de fer, les Tutsis, qui ne représentent que 13% de la population. « Un gouvernement dont les membres sont de l'ancienne caste dirigeante peut-il transformer un pays entier, toute une société, par un mélange de répression et de rééducation ? » s'interroge in fine l'auteur.

Le chapitre sur le Sénégal, qui s'ouvre sur l'évocation de Cheik Ahmadou Bamba, contient plusieurs analyses dans différents pays sur les cultures de rente, l'absence d'industrialisation, le rôle des Libanais et aujourd'hui des Chinois et la théorie dominante au FMI de l'époque sur les ajustements structurels. Les observateurs voyaient facilement dans cette période des années 1990, « l'avènement de l'anarchie ».

A propos de la Sierra Leone, l'auteur explique que, sauf au Rwanda en 1994, il n'a jamais croisé le désespoir en Afrique même avec les enfants soldats et les trafiquants de diamants. Plus que tout autre peuple, les Sierra-Léonais, pour des raisons historiques, sont attachés à la Grande Bretagne, mais bien peu d'Anglais seraient capables de situer ce pays sur la carte.

A propos du SIDA, l'auteur cite un certain nombre d'exemples qu'il a connus en montrant toute l'importance prise par le virus dans le sud du continent. Les conséquences sur les économies ou même la survie de certains pays sont compensées par les capacités extraordinaires de résistance et de solidarité de certains groupes.

Le Congo du roi Léopold est devenu un pays où règne le chaos. Les palais de Mobutu en sont-ils davantage responsables que l'incurie des Kabila qui se poursuit sur fond de guerre civile à l'est... ? l'auteur ne tranche pas.

En revanche il rapporte de ses

nombreux voyages et contacts avec l'Afrique du sud une note d'espoir. En dépit de sa criminalité et de sa violence, l'Afrique du sud pourrait n'être « pas juste un autre pays » mais un modèle de société, pour autant que ses institutions tiennent et que les responsables politiques soient à la hauteur de ceux qui les ont précédés...ce qui n'apparaît pas correspondre à la perspective pour le moment.

La viande, le commerce et le tourisme semblent continuer à être les moteurs de la richesse du Kenya dont la croissance se maintient autour de 5%. Néanmoins les violences post électorales de 2007, avec plusieurs centaines de milliers de déplacés ne sont pas oubliées. La multiplicité des trafics et la corruption accompagnent un pays dont les divisions ethniques semblent définitives. « Une poudrière à laquelle les politiciens peuvent bouter le feu à tout moment » conclut Richard Dowden.

« Danger ! » C'est le titre du dernier chapitre qui, avec le Nigéria, clot la liste des pays étudiés. L'auteur ne cache rien de la réputation qui entoure ce pays, le plus peuplé d'Afrique. Il fait de Lagos et de son aéroport une description qui serait apocalyptique si elle n'était corroborée par tous les témoignages. Colonie d'exploitation comme le Congo, les Nigériens ne se sont jamais accordés sur ce que devait être le Nigéria. Les derniers présidents, Abacha, Obasanjo, Babangida, Umaru Yar' Adua et Goodluck Jonathan font, avec Fela Cuti, partie des personnages évoqués par l'auteur qui considère à juste titre comme un mauvais présage les premières exactions de Boko Haram.

Les deux derniers chapitres traitent de l'Asie pour constater que depuis l'expédition de Zheng He de 1414 et l'envoi au fil des siècles de main d'oeuvre pour travailler dans les mines ou construire les chemins de fer, rien n'a changé si ce n'est par

l'ampleur, dans la volonté d'aide et de paix de la Chine à l'égard de l'Afrique. Les Chinois ont une marge de manœuvre politique qui leur permet de « semer » en vue d'une moisson prévue dans quarante ans. Mais les décisions les plus importantes ne relèvent pas de Pékin, mais bien des pays africains. Il appartient donc à l'Europe de coordonner avec ces derniers et les Chinois les projets qu'elle veut réaliser.

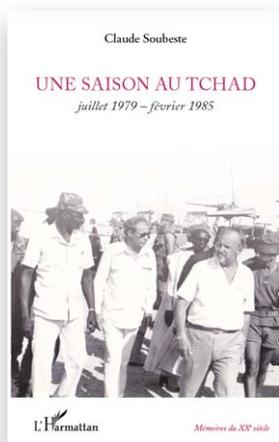
La nouvelle Afrique qui est en train de naître est celle du portable, des classes moyennes qui se développent très rapidement dans un certain nombre de pays, même ceux en apparence les plus « pourris ». L'Afrique change constamment, mais pas toujours de la façon à laquelle s'attendent les étrangers. Depuis 2.000 l'Afrique décolle, les Chinois s'en rendent compte davantage que nous. Richard Dowden ne peut que s'en convaincre lorsqu'il revient sur sa jeunesse et découvre des batteries d'ordinateurs dans l'école où il a enseigné.

Comme le dit Sylvie Brunel dans sa préface, ce livre, qui met en scène une géographie vécue, vous « prend aux tripes ». S'il décrit sans complaisance les drames et turpitudes de l'Afrique et de certains de ses dirigeants, l'auteur sait qu'il serait aussi mensonger que réducteur de s'arrêter à cette vision. Il est comme aspiré lui-même par la Chine et le nouvel engouement qu'elle suscite sur le continent. Une nouvelle Afrique se réveille fière de l'élection du Président Obama et prête à saisir les opportunités que lui offre la mondialisation avec l'internet et déjà 600.000 portables pour un milliard d'habitants. Lire Africa, c'est prendre conscience que tout est plus que jamais possible sur ce continent, non en se tournant vers le passé, mais vers son avenir et en misant sur son incroyable capacité de résilience.

Raymond Césaire

Une saison au Tchad

juillet 1979-février 1985



Dans un récit rehaussé d'anecdotes truculentes, cocasses ou dramatiques, Claude Soubeste évoque les péripéties de sa mission consulaire à N'Djamena, de son séjour en Guinée Équatoriale, voyage au

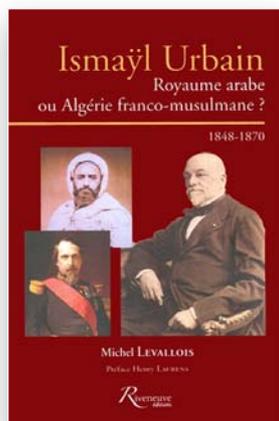
bout de l'ennui, et de son Ambassade au Tchad pendant les années de guerre civile, période troublée, rude, dangereuse mais captivante, durant

laquelle il fut confronté à des événements hors du commun et dut gérer des situations de crise : défense de nos compatriotes expatriés contre les menaces et les exactions de la soldatesque nordiste, évacuation, dans des conditions périlleuses, de centaines de ressortissants français et étrangers, sauvegarde, entre les combats, des dossiers, matériels et véhicules de la chancellerie consulaire, opposition à la montée de la xénophobie dans les villes du sud, départ de N'Djamena lors du repli de notre force armée « Tacaud » ; réouverture de notre Ambassade deux années plus tard, réfection des bâtiments et villas endommagés et pillés lors des affrontements entre les factions rivales, mise en place d'une diplomatie de terrain adaptée aux aléas de la politique locale, démarches préliminaires à l'installation de l'opération « Manta », coup d'arrêt militaire aux

manigances déstabilisatrices et aux menées expansionnistes du Colonel Khadafi.

Administrateur de la France d'outre-mer, Claude Soubeste demande en 1960 au moment de l'indépendance de nos colonies, son intégration dans la fonction publique métropolitaine et opte pour le Quai d'Orsay. Après avoir été, pendant deux ans, adjoint de notre représentant auprès du Conseil de l'Europe, il débute en juillet 1963 une carrière en Afrique où il tiendra successivement les fonctions de Premier Secrétaire de notre Ambassade en Centrafrique, de Conseiller diplomatique du gouvernement gabonais, de Consul Général de France à N'Djamena, puis d'Ambassadeur en Guinée Équatoriale, au Tchad, au Niger et en République de Djibouti.

Ismâïl Urbain Royaume arabe ou Algérie franco- musulmane ?



« Le Royaume arabe », symbole de la politique de Napoléon III pour l'Algérie ? Une précédente publication, « Ismaïl Urbain, Une autre conquête de l'Algérie », a montré cet « homme de couleur » originaire de Guyane,

ralliant les saint-simoniens, se convertissant à l'islam en Egypte, arrivant à Alger en 1837 comme interprète militaire, appelé par le duc d'Aumale devenu gouverneur

général à le suivre à Alger en 1847, et prenant la défense des Algériens musulmans.

Le présent ouvrage relate le combat qu'Ismâïl Urbain a mené avec ses amis arabophiles après la révolution de 1848 et l'instauration de l'Empire, pour construire une Algérie Franco-musulmane et la faire accepter par Napoléon III. A la Direction de l'Algérie du ministère de la guerre, il fut chargé de superviser la détention de l'émir Abd el Kader et il rédigea les premiers textes intéressants les Algériens musulmans. Il poursuivit son action comme conseiller-rapporteur au Conseil de gouvernement d'Alger qu'il rejoignit en 1861, par ses rapports, ses correspondances officieuses et par des campagnes de presse. Choisi par l'Empereur pour être son interprète pendant son voyage de 1865 en Algérie, il devint la « bête noire » des colonistes et des républicains.

Menacé de mort après la chute de l'Empire, il donna sa démission et s'exila à Marseille où il ne cessa de défendre ses idées dans la presse. Il rejoindra Alger en 1882, pour s'y éteindre le 27 janvier 1884.

Son projet d'une Algérie Franco-musulmane ne s'est pas réalisé, mais en cette année du cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie, le témoignage qu'il a laissé en faveur d'une association respectueuse entre Français et Algériens peut largement inspirer tous ceux qui oeuvrent aujourd'hui à leur réconciliation.

Michel Levallois, préfet honoraire, docteur en histoire, diplômé de l'INALCO, est l'auteur de Ismaïl Urbain, une autre conquête de l'Algérie, Maisonneuve & Larose, Paris 2001, et des préfaces et des notes de la réédition des deux brochures d'Ismâïl Urbain, l'Algérie pour les Algériens, l'Algérie Française, Indigènes et Immigrants, Séguier-Atlantica 2000 et 2002.

Colloque sur morale et diplomatie au XIX^{ème} siècle.

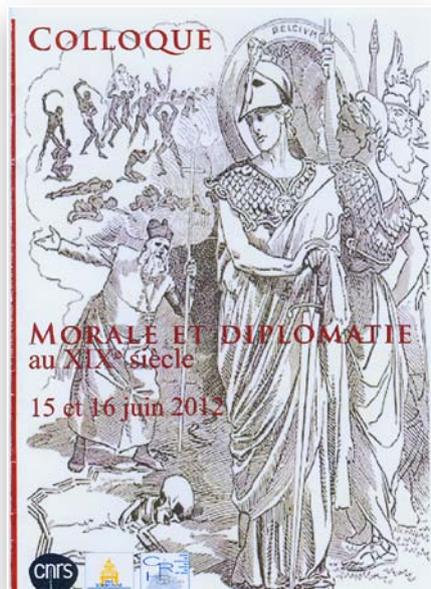
15 et 16 juin 2012

Ce colloque organisé par le Centre d'histoire du XIX^{ème} siècle de l'Université de Paris IV et de l'Université de Paris I et l'Institut des Sciences de la Communication (CNRS), s'est tenu au Centre Serpente de la Maison de la recherche à la Sorbonne. Ses responsables en étaient Isabelle Dasque (isabelledasque@orange.fr) et Renaud Meltz (renaud.meltz@gmail.com). A la croisée de l'histoire politique, diplomatique, religieuse, sociale, de celles des idées, du droit et des institutions, les communications se sont inscrites dans une approche globale du champ des relations internationales au XIX^e siècle.

Cette manifestation s'est déroulée en 3 séances :

1 - La morale de la diplomatie et l'éthos du diplomate, séance présidée par Jacques-Olivier Boudon qui a étudié les nouveaux termes de la morale diplomatique au XIX^{ème} siècle avec « l'essai sur la diplomatie » de Czartoryski et la règle universelle de la diplomatie ainsi que « la morale du juste milieu en diplomatie selon Guizot ». Puis ont été traitées, la morale professionnelle du diplomate qui résiste parfois difficilement aux appréciations personnelles de ce qu'il convient de faire pour bien servir son Prince et la paix (Caulaincourt) ou aux intérêts personnels des agents (le consul Victor Place à l'époque de l'union des Principautés roumaines) et enfin la morale à l'épreuve des intérêts avec l'évocation de Bismarck.

2 - La diplomatie et la morale, séance présidée par Stanislas Jeannesson : les rapports entre morale et diplomatie sont-ils aussi déterminés par la nature des régimes politiques ? Si l'on en croit les tenants du Wilsonisme, les démocraties libérales seraient plus à même de défendre la paix parce qu'elles fonderaient leurs rapports interétatiques sur le droit et la morale, ce qui ne les empêchent pourtant pas de mener une politique interventionniste voire impériale en dehors des régimes démocratiques. Les communications sur l'expédition d'Espagne en 1823, la politique italienne dans les Balkans entre 1861 et 1913



ou sur le Protectorat de la France en Orient ont montré que l'interventionnisme, qu'il soit au nom de la morale légitime, libérale ou au nom du catholicisme défend aussi des intérêts particuliers, au nom de valeurs universelles. Il en est de même pour la diplomatie vaticane.

3 - Nouveaux acteurs et nouvelles morales internationales : cette séance présidée par Georges -Henri Soutou a mis l'accent sur les nouvelles exigences morales en matière internationale, qui apparaissent au XIX^e siècle, sous l'effet du poids croissant de l'opinion publique (par exemple en France et en Grande-Bretagne dans les années

1840), des penseurs pacifistes et républicains internationalistes autour de 1848, de théoriciens comme Léon Bourgeois et des juristes comme André Mandelstam, qui ont contribué à l'émergence d'une conscience humanitariste et qui se sont efforcés de la satisfaire. La recherche d'une morale universelle en relations internationales va de pair avec l'élaboration de normes visant à créer un espace de droit dont le Golfe arabo-persique sous domination britannique, de 1820 à 1880, a été un des laboratoires d'après une des communications.

« Le devenir de la morale internationale au XX^{ème} siècle » a fait l'objet d'une table ronde malheureusement un peu écourtée avec le témoignage d'un certain nombre de diplomates français, Alain Dejammet, Bernard Dorin, Patrick Hénault, Jean-Michel Dasque et Cyrille Rogeau , sous-directeur d'Afrique du nord, sur leur expérience personnelle. Notre ancien Ambassadeur aux Nations Unies a notamment rappelé que ce n'était pas la morale, qui pas plus que le terrorisme d'ailleurs n'a de définition, mais la règle de droit et les textes des résolutions qui seuls avaient cours à New-York. Même si prévalent encore quelques principes universels que nous avons inspirés, il faudra de plus en plus prendre en compte d'autres cultures.

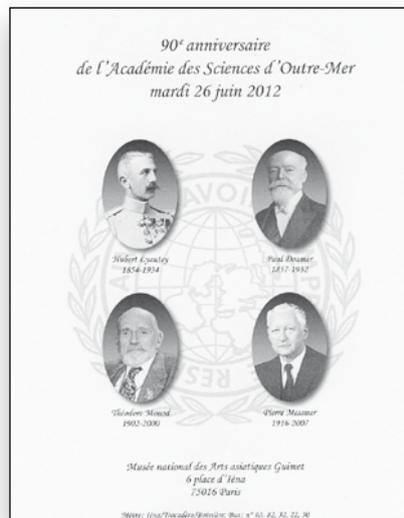
Isabelle Dasque

Journée organisée le 26 juin 2012 au musée Guimet à l'occasion du
**90ème anniversaire de l'Académie
 des Sciences d'Outre-Mer.** ⁽¹⁾

Cet anniversaire a été célébré avec un éclat particulier en raison du cadre choisi, des participants et du thème général retenu, « L'Académie des Sciences d'Outre-Mer, d'une mondialisation à l'autre ».

La séance a commencé par une adresse de Pierre Gény, Secrétaire perpétuel, qui a dédié son intervention à la mémoire de Paul Bourdarie, premier Secrétaire perpétuel qui a refusé à l'époque l'appellation d'Académie des sciences coloniales. Fondateur de la Revue indigène et membre du Comité anti-esclavagiste, il a entraîné dans sa conviction toutes les célébrités du moment. Lançant dès 1906 le projet de création de la Mosquée de Paris, dont le recteur est aujourd'hui membre de l'Académie, il est resté vingt ans à ce poste, entretenant des correspondances avec Charles de Foucauld et Hubert Lyautey et bien d'autres. Il a multiplié les activités, les échanges et les réflexions sur les problèmes de son temps. La manière d'aborder ces problèmes, notamment dans leur composante humaine et sociale, reste d'actualité et peut constituer une véritable feuille de route pour faire travailler ensemble les différentes sections de l'Académie. Ce sera la responsabilité de l'actuel Secrétaire perpétuel et de l'Académie d'être à la hauteur de l'histoire, de tirer de cette journée tous les enseignements pour gérer ensemble un avenir commun.

Après une présentation de la journée par Denis Fadda, Président de l'Académie et un mot de bienvenue d'Olivier de Bernon, Président de Guimet et membre lui-même de l'Académie, le discours d'ouverture a été prononcé par M Abdou Diouf, Secrétaire général de l'OIF, également membre associé de l'Académie.



Constatant combien le monde et le rôle qu'y avait joué la France avaient changé depuis 1922, M. Abdou Diouf a rappelé que l'Europe, qui avait été le théâtre de luttes incessantes et connu le pire se trouvait maintenant en paix. Elle a fini par comprendre que le meilleur rempart contre les dérives guerrières était la coopération et l'interdépendance. Au cours des dernières décennies l'homme autrefois belliqueux a marché sur la lune et accompli des progrès considérables pour le mieux-être des sociétés. Mais, si le conflit s'est estompé entre capitalisme et socialisme, le consumérisme tend aujourd'hui à modifier les rapports humains.

La vraie conquête est devenue économique et culturelle et il est normal que l'Académie comme la Francophonie s'en préoccupe. Parmi les langues qui sont devenues le vecteur fondamental de la diversité culturelle, la langue française est de plus en plus multiforme et c'est heureux car, selon les démographes, en 2050, 85% de la population francophone se trouveront en Afrique. « Ainsi la France, comme les autres puissances coloniales que sont le Portugal, l'Espagne ou l'Angleterre, aura cessé d'être le principal foyer de sa propre langue »

Il ne pouvait terminer son discours sans appeler la mémoire de Léopold Sédar Senghor, lui aussi membre de l'Académie et Père fondateur de la Francophonie, promoteur infatigable d'un humanisme intégral, qui fut son mentor en politique et dans la vie. Soyons lui fidèles conclut-il, la devise de l'Académie, « **savoir, comprendre, respecter, aimer** », nous y invite.

Le symposium pluridisciplinaire qui a suivi sous la direction de Jacques Frémaux, professeur des Universités, membre de l'Institut universitaire

(1) 15 rue La Pérouse 75116 Paris - Tel : 01 47 20 87 93 Site <http://academiedoutremer.fr>
 Fondée le 8 juillet 1922 par un groupe de personnalités comprenant le journaliste Paul Bourdarie et deux futurs présidents de la République, Paul Doumer et Albert Lebrun, l'Académie des sciences d'outre-mer est un établissement public qui étudie sous leurs aspects scientifique, politique, économique, technique, social et culturel, les questions relatives aux pays situés au-delà des mers. Elle entretient une active politique d'échanges de publications avec les universités, grandes écoles et organismes à vocation comparable. Elle associe Français et étrangers dans ses 5 sections correspondant aux différentes disciplines indiquées ci-dessus : 100 membres titulaires et autant de correspondants, 25 membres libres et 50 membres associés. Une bibliothèque informatisée reliée au réseau RENATER et aux grands centres de documentation comprend plus de 80 000 ouvrages. Une association intitulée « Société des amis de l'Académie » a été créée en 1942 pour permettre à des personnalités extérieures de participer à sa vie en assistant à ses séances et en recevant ses programmes et publications.

de France et membre titulaire en 1ère section de l'ASOM, s'est organisé autour de trois tables rondes : La première sur le « **Devenir des populations mondiales** » a montré :

Avec Jean-Louis Oliver, Secrétaire général de l'Académie de l'eau, les progrès constatés, notamment avec les agences de bassin, mais encore à attendre dans la gestion de cette ressource reconnue comme essentielle.

Avec Elisabeth Dufourcq, ancienne secrétaire d'Etat à la recherche et membre de la 5ème section de l'ASOM, la place que continueraient à tenir les religions et en dépit ou à cause d'une laïcisation des sociétés, les flambées populaires à en attendre.

Avec Gérard-François Dumont les perspectives plutôt rassurantes des évolutions démographiques possibles d'ici 2050.

Et, avec Marc Gentilini, professeur émérite de l'Académie de médecine et membre libre de l'ASOM, comment au-delà du VIH et du paludisme, la pauvreté s'annonçait comme la grande endémie de la fin du siècle.

La 2ème table ronde sur « **La transformation géopolitique** » dont Maurice Vaïsse, historien des relations internationales était le modérateur, a réfléchi sur la manière dont on est passé d'un monde dominé par les empires coloniaux, à une société internationale qui cherche à s'organiser non seulement à travers les Nations Unies, mais aussi les nouveaux réseaux de transports et de communications, avec le rôle de grandes régions du monde et notamment l'Asie, foyer de conflits potentiels.

Daniel Lefeuvre, membre de l'ASOM, en historien de l'Algérie et de l'Afrique, Valérie Niquet, responsable du pôle Asie à la Fondation de la recherche, et Gilbert Etienne spécialiste de la Chine et de l'Inde à l'Institut de développement de Genève, ont montré comment ces régions continuaient à se développer, en dépit encore de multiples difficultés pour l'Afrique et notamment le Maghreb. L'Asie devrait s'affirmer comme le continent du XXIème siècle, la Chine retrouvant sa puissance et l'Inde son poids de civilisation proche de l'occident. Des deux pays continents, la Chine est sans doute celui qui peut susciter des incertitudes, alors que l'Inde semble avoir assimilé son système politique.

L'amiral Emmanuel Desclèves, membre lui aussi de l'ASOM, a fait de la mer une évaluation passionnée et passionnante : son exploitation ne fait que commencer et nous donne, en raison de notre domaine maritime, le second du monde, des perspectives de progrès considérables dans de multiples activités.

La troisième table ronde sur « **Culture, langue française et Francophonie** » qui avait pour but de voir comment la langue française avait évolué, comment cet héritage se déclinait et quel discours pouvait être tenu sur l'universalité de la langue française, a donné lieu, sous la présidence du recteur Albert Lourde, recteur de l'université Senghor d'Alexandrie et nouvel académicien, à une bonne discussion entre spécialistes dont les exposés se complétaient : Michel Guilhou, ancien recteur de l'Agence Universitaire de la francophonie, Tristan Lecoq, Inspecteur général de l'Education nationale, et Bernard Dorin, Ambassadeur de France et membre titulaire en 1ère section de l'ASOM. Tous sont partisans du multilinguisme et d'un accord politique qui devrait permettre d'amender en faveur du Français la convention de l'Unesco. Par ailleurs l'Académie pourrait prendre sa part dans le projet d'élaboration d'un dictionnaire des parlers francophones.

La grande séance d'hommage de l'après midi avait été précédée d'un excellent déjeuner dans les salons historiques de l'hôtel Shangri-La. « **L'histoire de l'académie des sciences d'outre-mer** » a fait l'objet d'une présentation d'un mémoire de 2ème année de Master, d'une jeune thésarde, Elodie Salmon présentée par Jacques Frémeaux. Quatre personnalités ayant marqué l'histoire de l'Académie à deux périodes différentes ont été ensuite rappelées.

Paul Doumer (1857-1932) par Amaury Lorin, auteur d'une biographie de Paul Doumer. Cet enfant de la méritocratie républicaine, professeur de mathématiques et journaliste, patron de presse puis député, spécialiste des questions budgétaires et ministre des finances avant de devenir à 40 ans gouverneur général de l'Indochine dont il fut le grand organisateur. Accusé de césarisme, il voulut se mettre à la disposition de Gallieni en 1917, mais on le renvoya aux finances où il fut plusieurs fois ministre. Membre du cartel des gauches, il fut Président du Sénat de 1927 à 1931 et élu président de la République en 1931. C'est en inaugurant une exposition sur l'aviation qu'il fut assassiné le 6 mai 1932 par un Russe blanc. De formation scientifique et ayant connu toutes les personnalités qui avaient fait l'Empire, il était de ceux qui symbolisaient peut-être le mieux la soif de « savoir » de cette période.

Hubert Lyautey (1854-1934) également fondateur de l'Académie, dont la personnalité fut évoquée par le **général Bertrand de la Presle**, était un militaire féru de lecture du fait d'un accident qui l'immobilise plusieurs années dans son enfance. A défaut d'entrer à polytechnique qu'il avait préparée, il rentre à Saint-Cyr avec des opinions proches des cercles catholiques et une quête mystique. Il découvre l'Algérie avec son camarade Prosper Keller puis, avec le 2ème régiment de hussards à Orléansville où il émet des doutes sur le système colonial qu'il rencontre. Il sert en Indochine de 1894 à 1897 et c'est là qu'il ren-

contrera Gallieni qu'il rejoint à Madagascar. Colonel en 1900, général de brigade en 1903, il obtient en 1908 le Commandement de la division d'Oran. Il rencontre à plusieurs reprises Charles de Foucauld. Mais c'est en tant que résident général au Maroc qu'il laissera la trace la plus profonde avec la signature de la convention de Fez qui établit le protectorat français, c'est-à-dire une autre manière de coloniser. Il fut brièvement ministre de la guerre en 1916 sous Briand puis retourna au Maroc où le commandement des troupes pour lutter contre Abd-el-Krim lui ayant été refusé pour être confié à Pétain, il se retira de l'armée. Après le pillage par l'armée allemande de sa propriété de Crévic en représailles de son action au Maroc, il s'installa en 1925 à Thorey où il fit construire un château siège de la fondation qui porte son nom (devenu Thorey-Lyautey).

Il avait été élu à l'Académie française en 1912, élevé à la dignité de maréchal de France en 1921, et doutant de la culpabilité de Dreyfus, il avait mis en garde dès 1931 contre l'idéologie nazie de « Mein Kampf ». Il assura le commissariat général de l'exposition coloniale en 1931 et participa aux travaux de l'Académie avec la création d'un prix qui porte son nom, jusqu'à sa mort en 1934. Son corps repose dans un tombeau de pierre dans la chapelle des Invalides. Respecter et aimer sont certainement, dans la devise de l'ASOM, les qualités qui correspondent le mieux à sa personnalité.

Théodore Monod (1902-2000). Grand savant anti-conformiste et véritable encyclopédie que beaucoup de membres de l'Académie présents ont connu, sa personnalité a été évoquée avec érudition et humour par Philippe Taquet, paléontologue, ex directeur du muséum d'histoire naturelle et Vice-président de l'Académie des sciences dont il a été le maître et l'ami.

Fasciné par la mer et le désert, qui à bien des égards se ressemblent, Monod était un homme de foi. Fils de pasteur, il rentra au Muséum d'histoire naturelle à 22 ans, mais dès 1927 part pour le Sahara via Tombouctou. Il fait son service militaire dans une unité saharienne et en profite pour poursuivre ses recherches. En 1934 il part pour Chinguetti à la recherche d'une mystérieuse météorite et rejoint Dakar et l'Institut français d'Afrique noire (IFAN) qui vient d'être créé. Il publiera en 1937 « Méharées, exploration au vrai Sahara. » Mobilisé au Tchad il milite contre Vichy dans des chroniques à Radio Dakar. Dans un recueil intitulé « L'Hippopotame et le philosophe » il défend des positions écologistes et pacifistes. Doté d'une endurance exceptionnelle, il parcourt la Mauritanie et le Mali dans tous les sens à pied, se liant d'amitié avec Massignon et Amadou Hampâté Bâ.

Travailleur de la science et de toutes les sciences, découvreur de 2 genres et 35 espèces végétales et de 130 espèces animales, prônant le respect de la vie sous toutes ses formes, sa bibliographie comporte 700 références scientifiques et 500 publications diverses entre 1922 et 1994. Sa notoriété médiatique tardive, rejoint aujourd'hui celle de Lévi-Strauss dans le domaine des sciences de l'homme. Ecologiste et philosophe, son œuvre littéraire comporte une vingtaine de titres, dont trois publiés après son décès, qui se lisent tous facilement.

Pierre Messmer (1916-2007). La grande figure de la France libre et de la décolonisation a été évoquée par Jacques Barrat, professeur à l'université de Paris II Panthéon Assas et au collège interarmées de défense, membre titulaire en 4ème section de l'ASOM et qui a été pendant 21 ans le conseiller de Pierre Messmer qu'une grande partie de l'assistance a connu.

Il a rappelé l'esprit d'aventure et le refus de la défaite du jeune étudiant. Evadé de France, ayant fait Bir-Hakeim et El-Alamein, il fit la campagne de France dans l'Etat-major de Koenig. Après un épisode à Calcutta, c'est en Indochine, où il fit plusieurs séjours, et dans le milieu de la Légion étrangère avec le général Simon qu'il trouva son accomplissement. Mais ancien élève de l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer à laquelle il est toujours resté fidèle, c'était un administrateur dans l'âme, fonction qu'il a remplie pendant 14 ans en gravissant, très vite il est vrai, tous les échelons de la hiérarchie, en Mauritanie jusqu'aux postes de Haut Commissaire au Cameroun et de Gouverneur général en AEF puis en AOF avant que de Gaulle, avec qui il avait des affinités de militaire, ne l'appelle comme Ministre des Armées où il restera de 1960 à 1969.

Il poursuivit après une carrière politique qui lui convenait moins bien, même si elle l'a conduite à être Premier Ministre de 1972 à 1974. Il ne voulut pas se présenter à l'époque à la présidence contre Chaban-Delmas. Messmer détestait la politique spectacle. Sa carrière d'écrivain, sa double appartenance à l'ASOM et à l'Académie française, mais surtout son rôle de Chancelier de l'Institut de France où il mit les qualités de rigueur de l'administrateur à redresser la situation de l'institution ont marqué. Il écrivait lui-même la plupart de ses discours et avait un sens aigu de la précision des termes qui allaient de pair avec une grande clarté de pensée.

Raymond Césaire

La journée d'été de célébration de ce 90ème anniversaire s'est terminée en fête par un dîner également très réussi sur un bateau-mouche.

HOMMAGE À RAYMOND AUBRAC

Raymond Aubrac, de son vrai nom Raymond Samuel, héros de la résistance est mort le 10 avril 2012 à l'âge de 97 ans. Toute la classe politique s'est trouvée réunie le 16 avril dans la cour de l'Hôtel des Invalides où au cours d'une brève cérémonie, les honneurs militaires lui ont été rendus. Seuls, le juriste Jean Vistel, fils du résistant Alban Vistel, Président de la Fondation de la Résistance et un de ses derniers compagnons Jean-Louis Crémieux-Brilhac ont pris la parole. Avec son épouse Lucie, héroïne de ses aventures, décédée en 2007, il avait consacré les dernières années de sa vie à rappeler, notamment devant les enfants des écoles, les valeurs de la résistance. Le Président d'AROM, même s'il avait eu l'occasion d'échanger avec Raymond Aubrac quelques mots à propos de l'affaire Barbie, a pensé préférable de reprendre des commentaires originaux des présidents d'ARRI qui l'avaient mieux connu.

Raymond Aubrac est mort le 10 avril 2012 à l'âge de 97 ans. La presse a parfaitement présenté son éblouissante carrière : il fut dès 1940 l'un des premiers résistants (mais aussi et surtout l'un de nos plus grands résistants), ami de Jean Moulin, et de Charles Delestraint, il échappa à la Gestapo de Klaus Barbie dans les conditions que l'on sait, il fut choisi en 1945



par le Général de Gaulle pour être l'un des 18 Commissaires de la République chargés de rétablir la légalité républicaine après la chute du gouvernement de Vichy (Marseille août 44-janvier 45), il devint ensuite un spécialiste du déminage sous la houlette de Raoul Dautry, il fut un grand ami d'Ho Chi Minh (le parrain de sa fille Babette). Ce qui est moins connu, c'est son rôle très important au Maroc comme secrétaire général de l'ONI (Office National des Irrigations). Ce qui est encore moins connu, c'est sa prise de position sur le conflit Israélo-Palestinien. Nous croyons utile de consacrer quelques lignes à ce qui est peu connu.

1 Le Maroc : ce pays avait retrouvé son indépendance après le retour de Madagascar du Sultan et futur roi et la fin des protectorats français et espagnol. Mohammed V voulait créer les conditions d'une relance économique tous azimuts dans le cadre d'une coopération franco-marocaine voulue par les deux pays et soutenue par le gouvernement d'Abdallah Ibrahim soutenu par Abderahim Bouabid et Georges Oved.

- L'un des premiers objectifs de cette relance fut la création en 1961 de l'Office National des Irrigations (ONI) dont la présidence fut confiée successivement à Mohammed Tahiri et à Mohammed Imani avec Raymond Aubrac comme Secrétaire Général. Il s'agissait de regrouper au sein du nouvel organisme les barrages, les canaux primaires se-

condaires et tertiaires et la mise en valeur agricole. Il se trouve que les deux ingénieurs en chef de l'hydraulique (Claude Rattier) et du Génie Rural (Jean Dutard), croyaient au projet et s'entendaient parfaitement : ils furent des acteurs efficaces de la création de l'ONI qui fit bientôt appel à Mustapha Faris devenu disponible après avoir été responsable des 1ers travaux de remise en état d'Agadir

(dévasté par le tremblement de terre de 1960). Le projet avait néanmoins quelques opposants, dont Chbitchev Directeur de l'Office des Beni-Amir Beni-Moussa.

- François Bloch-Lainé, Directeur général de la Caisse des Dépôts, qui connaissait Raymond Aubrac avait chargé François Valiron d'organiser la coopération avec les États devenus indépendants (Tunisie, Maroc, Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar), Jacques Bourdillon fut chargé de la coopération avec le Maroc dans le cadre de la Scet Coopération (future Scet International) : contrôle des travaux du barrage de Mechra Klilla sur le fleuve Moulouya, études d'aménagements de différents périmètres (Loukkos, Doukkalas, Haouz de Marrakech, Sousse).

- Raymond Aubrac fut l'un des acteurs principaux de cette relance de l'irrigation au Maroc. Le résultat fut spectaculaire : en une décennie la surface des terres irriguées au Maroc est passée de 300 000 hectares à plus d'un million d'hectares. J'ajouterai qu'il s'occupa en outre de développer la construction des sucreries marocaines dans les différents périmètres (betterave et canne à sucre)

2 Le conflit Israélo-Palestinien : Jean Michel Fauve Président d'ARRI a organisé le 23 04 2003 un déjeuner-débat animé par Raymond Aubrac et Martin Hirsch de retour d'un voyage en Israël et dans les Territoires Palestiniens

en janvier 2003 avec une douzaine d'autres personnalités, dont Stéphane Hessel, membre du Comité de parrainage d'ARRI qui n'a pu assister au déjeuner. Ce voyage, comportait des visites de terrain, en Israël, et dans les Territoires occupés (Cisjordanie et Gaza) et des rencontres d'intellectuels de militants et d'experts,

- **Les colonies** : dans de nombreux cas, il ne s'agit pas de colonies de peuplement mais plutôt de sites dispersés reliés par un réseau routier dense, mais truffé d'obstacles, aboutissant à la destruction de toute unité du territoire. Cette situation est ressentie comme une «occupation» par l'armée israélienne



- Le «mur», que la Télévision nous a montré en construction, n'est pas un vrai mur. Il n'est pas à hauteur égale partout, il est percé de trous, de «passages»... encore faut-il faire de l'escalade. Son objet est théoriquement de renforcer la sécurité des Israéliens, mais la visite laisse le sentiment qu'il s'agit plutôt de créer des difficultés de communication, source de fatigue, d'humiliation, et au bout du compte de réactions de violence, d'autant que les terrains occupés sont d'anciennes exploitations agricoles de palestiniens expropriés dans des conditions juridiques discutables.

- **Ramallah** : c'est un autre spectacle affligeant : pour maintenir un état permanent de vulnérabilité, le centre stratégique palestinien se trouve dépourvu de moyens de communication... avec des structures juridiques et administratives «cassées» attendant d'être reconstruites.

- **Gaza** : la vision de la ville et de la bande qui l'environne est «impressionnante». Cet ancien et vaste camp de réfugiés est un véritable bouillon de culture pour fabriquer des terroristes : importantes destructions d'habitations... sur le toit des immeubles, réserves d'eau criblées de balles... usines ou ateliers détruits pour des motifs divers....

* **En Israël** : les Palestiniens «citoyens d'Israël» supportent mal une cohabitation marginalisation : israéliens et palestiniens vivant dans des quartiers séparés, (Nazareth où la vieille ville est arabe et la haute ville juive)

* L'illusion de la sécurité : Tout cela est théoriquement «justifié par la nécessité d'assurer la sécurité» mais cette exigence de sécurité n'est souvent qu'un prétexte, l'objectif étant de morceler le territoire du futur État Palestinien

* La peur : Nos visiteurs témoignent que «tout le monde vit dans la peur», c'est la peur qui l'emporte et qui des deux

côtés fige les positions : du côté israélien peur des attentats terrorisant la population et notamment les familles ayant des enfants, du côté palestinien peur des représailles des explosions de maisons et des assassinats ciblés.

* **Le point de vue des communautés** : partout, l'on s'interroge sur l'efficacité des moyens mis en œuvre, et sur les conséquences du cycle attentats/répression. Jusqu'à l'intérieur des familles, il y a de profonds désaccords. La plupart des Israéliens sont convaincus qu'il faut négocier et sont prêts à reconnaître un Etat Palestinien, mais cela ne suffit pas. Il existe cependant des groupuscules israéliens et palestiniens qui se rencontrent pour promouvoir des dialogues audacieux.

Un élément réconfortant est le courage manifesté des 2 côtés par ces petits groupes

* **Que peut-on faire ?** Telle est évidemment la principale question à poser

Raymond Aubrac répond : «Notre voyage ne permet pas de dire ce qu'il faudrait faire, les entretiens avec des diplomates, des militants et politiques de diverses tendances, avec le Président du Croissant Rouge palestinien, etc, ont permis de mieux comprendre les problèmes mais ont fait aussi apparaître la complexité de la situation».

Martin Hirsch répond : «Dans l'immédiat, on ne peut pas avoir l'ambition de mettre fin au conflit israélo-palestinien, mais tout ce qui peut être fait en France pour comprendre les comportements, détecter les points sur lesquels il faut rester ferme et ceux qui peuvent donner lieu à discussion, tout cela constitue une contribution positive».

13 Avril 2012

Jean-Michel Fauve et Jacques Bourdillon

Bibliographie

Raymond Aubrac
Où la mémoire s'attarde
Odile Jacob

Pascal Convert
Raymond Aubrac
Seuil

Lucie Aubrac
La Résistance expliquée à mes petits-enfants
Seuil

Académie des Sciences d'Outre-Mer



www.academiedoutremer.fr

L'Académie des Sciences d'Outre-Mer a entendu le 15 juin, pour sa dernière séance du trimestre, l'écrivain Boualem Sensal présenté par le Président **Denis Fadda** sur le thème « Histoire et identité » qui a surpris son auditoire sur la notion qu'il a de l'équilibre, du fait pense-t-il de sa formation d'ingénieur. Connu pour « le serment des barbares » qui avait obtenu le prix des tropiques en 1999, ce berbère a publié une dizaine de livres sur la vie de ses compatriotes vivant en Algérie où ses écrits, facilement subversifs pour le pouvoir pendant les années de plomb, ont été plusieurs fois interdits. Très prisé en Allemagne où il a obtenu le prix des libraires pour « Le village allemand », il fait notamment une comparaison entre nazisme et une certaine forme d'islamisme. Autre manifestation de son anticonformisme, il participe en Israël à un salon du livre. Il vient de recevoir le prix du roman arabe pour son dernier livre « rue Darwin » malgré l'opposition des ambassadeurs arabes qui financent ce prix.

La même séance avait vu l'installation de **Marc Aicardi de Saint-Paul** au fauteuil du regretté **Jacques Mullender**, illustre figure de la décolonisation reconvertie dans l'art et la culture avec Malraux.

Les nouveaux académiciens élus sont : **Anne Perotin-Dumon** au siège de **Jean Leclant**, **Daniel Lefeuvre** au siège de **Jacques Alibert**, **Joëlle le Morzellec** au siège de **Martin Kirsch**, **Jean -Marc Simon** au siège de **Christian Dutheil de la Rochère**, **Albert Lourde** au siège de **Xavier Deniau**. Ont été élus membres correspondants : **Françoise Mallison**, **Nathalie Delapalme**, **Marie Françoise André**, **Samia Kassab**, **Danielle Elisseff** et **Miloud Belkaïd**.

La Lettre de l'Académie n° 8 a été publiée en juillet. Elle contient un éditorial du président sur les travaux en cours ou en projet, le compte rendu de séances thématiques et de travaux des Commissions. Elle est disponible en consultation sur le site de l'Académie www.academiedoutremer.fr

Les Brèves n°1 de Juin 2012 de la Société des Amis de l'Académie sont également sorties.

La séance de rentrée de l'Académie se fera le vendredi 5 octobre à 14 h 30 par un colloque sur « Les chrétiens d'orient aujourd'hui » auquel participeront le Cardinal Jean-Louis Tauran, Mgr Pascal Gollnisch, le recteur Joseph Maïla, directeur de la prospective au MAE, Alain Dejammet, Ambassadeur de France et Yves Gazzo Ambassadeur de l'ordre de Malte à Chypre.

Le mercredi 10 octobre à 15 h sera présenté l'ouvrage collectif coédité par l'Académie et Karthala « Présences françaises outre-mer »

Sous réserve de confirmation, le 9 novembre se déroulera un colloque sur « la littérature algérienne », le 16 novembre, le matin, un colloque conjoint avec l'Etat major de la marine à l'hôtel de la Marine, le 23 novembre une séance avec l'AFD sur les outre-mer français et le 7 décembre une séance sur l'Algérie (« les occasions manquées »).

Coordination pour l'Afrique de demain (CADE)



www.afrique-demain.org

La CADE qui a terminé le 13 juin son cycle de conférences-débats sur « l'actualité du savoir et du savoir-faire africain » a reçu le 4 juin, en invité d'honneur, à l'Académie diplomatique, **Jean Ping**, Président de la Commission de l'Union africaine qui brigue une réélection contre **Nkosazana Dlamini-Zuma**, ancienne épouse du président sud africain. Il a expliqué, entre autres sujets, les combats qu'il avait fait mener en matière de maintien de la paix par l'Organisation qu'il préside.

La conférence de rentrée de la Cade se tiendra à

l'ENA (2 avenue de l'Observatoire 75005 de 17 h 45 à 19 h 45) le **12 septembre** autour du livre d'**Hervé Bichat** « Si l'agriculture sauvait l'Afrique » en présence de l'auteur

La séance suivante du 10 octobre aura pour thème l'engagement économique des femmes, celle du 7 novembre portera sur « la production des savoirs » et celle du 12 décembre sur l'économie.

Association Réalités

et Relations internationales



www.arri.fr

Le programme d'ARRI pour la rentrée prévoit le **mercredi 19 septembre** à l'IPSEC, 16/18 place du général Catroux 75017, métro Malesherbes, de 18 H à 20h une conférence de Denise Flouzat sur « Les crises financières »

Le mercredi 26 septembre de 17 h 30 à 19 h au siège d'ARRI, 11 rue Nicolo 75116 des « témoignages sur le monde du développement international » avec **Olivier Lafourcade**, ancien directeur du bureau européen de la banque mondiale.

IMAGES & MEMOIRES

I & M

www.imagesetmemoires.com

Le bulletin 33 Été 2012 d'I&M porte en couverture une magnifique carte postale de pirogues à Franceville sur le Haut-Ogooué au début du siècle dernier. L'éditorial de son Président intitulé « Des inventaires à la gestion des bases de données d'images » porte sur l'effort qui avait été initié

par son prédécesseur pour réaliser des inventaires des cartes postales qui étaient disponibles notamment chez les photographes en Afrique francophone. Or le développement des outils informatiques a conduit à de nouvelles exigences, en amont pour mettre au point ou acquérir un logiciel adapté et en aval définir des mots-clés, entrer les données et scanner les images. Stéphane Richemond estime à juste titre que l'association qui a maintenant des relais dans plusieurs pays d'Afrique a une action à poursuivre dans un domaine où elle avait eu un rôle pionnier.

Le bulletin rend compte de l'Assemblée générale du 24 mars et du fonctionnement de l'association qui compte maintenant 5 sections africaines. Elle a participé en avril à l'organisation de l'exposition Bamako 1920, hommage aux frères Mähl et à Bamako également, à une séance de projections consacrée aux tirailleurs sénégalais. Enfin l'exposition l'Afrique d'hier à demain, cinquante ans après les indépendances a fait sa dernière halte à l'Institut français de Parakou (Bénin). Des expositions sur l'Histoire postale du Burkina Faso, Lomé 1920-1945, Porto-Novo 1920-1940 et Le réseau ferré Abidjan-Niger sont prévues dans les prochains mois.

Les adhérents d'I&M publient beaucoup et le bulletin signale l'Afrique des savoirs au sud du Sahara XVI-XXI ème siècle de Daouda Gary Tounkara, une Histoire des Togolais de Théodore Nicoué Gayibor et, dans les Cahiers d'Etudes africaines, une étude d'Odile Goerg sur la censure cinématographique en AOF entre les deux guerres. Une bourse de demandes et d'offres d'échanges se trouve également dans cette seconde partie de la publication.

Les principaux articles abondamment illustrés portent sur « Le sultan Njoya et le missionnaire Göhring » par Judith Njele, « Le début des cartes postales au Gabon » par Raphaëlle Walter et Guy Le Carpentier, un « essai d'inventaire des cartes postales anciennes de la Côte d'Ivoire de la collection L. Méteyer à Grand- Bassam » par Jean-Jacques Fadeuilhe. Enfin, un article de fond qui entrainera des débats porte sur « Quelques cas récents de censure dans l'iconographie de la colonisation » par Olivier Auger. Il montre comment certaines scènes de décapitation, d'exécution, de présentation en trophées des têtes des vaincus et d'épouillages collectifs qui, si elles étaient courantes aux siècles précédents posent aujourd'hui problèmes pour être diffusées et font l'objet d'auto-censure sur les sites ou dans les ventes spécialisées au risque d'un certain « révisionnisme de l'histoire »

Une « procession à Gorée de 1892 » par Cyr Descamps et Xavier Ricou, clôt, avec la liste des publications disponibles, ce très intéressant numéro.

Francophonie

Yamina Benguigui, née à Lille, âgée de 55 ans, fille de parents algériens et possédant la double nationalité, française et algérienne, est diplômée de l'Université Lumière de Lyon 2. Elle a commencé sa carrière de cinéaste, documentariste en 1991 et s'est spécialisée dans les sujets traitant des problèmes liés aux communautés immigrées en France. Son documentaire 9/3 Mémoire d'un territoire diffusé en 2008 sur Canal+, a été plébiscité par la presse et obtenu le globe de cristal du meilleur documentaire.

Depuis 2008, appartenant aux DVG sans étiquette, elle est adjointe au maire de Paris, chargée de la lutte pour les droits de l'homme et contre les discriminations.



Alors que se déroule du 2 au 6 juillet à Québec le Forum mondial de la langue française dans lequel Michel Audet, Commissaire général joue, à côté d'Abdou Diouf, Secrétaire Général de l'OIF le premier rôle, la France s'est organisée en nommant madame Yamina Benguigui, Ministre déléguée à la Francophonie.

Cette désignation d'une personnalité issue du monde de la création artistique et de la diversité mérite d'être relevée à un moment où les polémiques s'ouvrent pour savoir si le Président de la République doit assister en personne ou non au Sommet de la francophonie de Kinshasa prévu du 12 au 14 octobre prochain. L'enjeu n'est pas mince pour un Président attentif, comme l'était le Président Mitterrand, aux intrications de politique intérieure et extérieure.

Culture et Solidarité

Jean Mazel, Président de l'association Culture et Solidarité qui fête ses dix ans, a présenté la répartition de ses dons aux enfants, personnes âgées, visiteurs de prison, victimes de catastrophes naturelles et autres urgences. Il a fait paraître la « Trilogie phénicienne » trois volumes illustrés de ses conférences qui portent sur : Les Phéniciens d'orient, la route de l'étain ; Les phéniciens d'Afrique, Carthage et la route de l'or ; La fin, Hannibal a-t-il trahi ? Ces documents peuvent être obtenus à Culture et Solidarité 7 rue Léonard de Vinci 75116 PARIS - tel : 01 45 01 96 54.

Société d'Histoire Générale et d'Histoire Diplomatique (SHGHD)

La SHGHD a tenu son Assemblée générale le 20 juin au Cercle de l'Union interalliée à la suite d'un déjeuner au cours duquel elle a entendu son président, Gabriel de Broglie, parler d'Anatole Prévost-Paradol dont le dernier livre La France Nouvelle vient d'être réédité.

Brigades Internationales pour la Paix

Parc Rigaud, 25 Allée Camille Borghèse
131000 Aix-en-Provence.

Ce collectif créé et animé par Christian Graeff depuis 6 ans a fait dans une note circulaire le point de ses activités qui visent à renforcer le dialogue et les échanges multiconfessionnels, notamment de la jeunesse en Europe et autour de la méditerranée. Il dispose depuis 2011 d'un groupe sur Facebook portant le nom BIPP-AIX et multiplie les partenariats régionaux.

Les Comptoirs de l'Inde



www.comptoirsinde.org

L'association participera les 15 et 16 septembre, par des expositions et conférences à son siège 60 rue des Vignoles 75020 Paris de 14h à 18h, aux Journées européennes du Patrimoine, et organisera, les 17 et 18 novembre 2012, à la Mairie du XXème de 10h à 20h, son **2ème Salon du livre sur l'Inde**.

LOUIS GIARD

Né en 1920, issu d'une famille bordelaise, Louis Giard s'était engagé volontaire à 19 ans et avait fait sa scolarité à l'École Nationale de la France d'outre-mer de 1940 à 1942. Affecté au Soudan comme chef de subdivision de Nioro, il gagna l'Afrique du nord pour participer à la campagne d'Allemagne jusqu'en 1945. Licencié en droit et docteur en sociologie, il se spécialisa très vite dans les affaires économiques, d'abord au Dahomey, puis au Togo où il servit pendant dix ans comme directeur des affaires économiques et du plan et commandant du cercle de Klouto.

De retour en France en 1960, il entama une seconde carrière de Conseiller puis de Chef de mission de coopération successivement au Niger, puis après un bref retour au ministère de la coopération de 1963 à 1966, au Sénégal, au Togo et au Rwanda jusqu'en 1978. Il devint ensuite, au

ministère de la Défense, chef du bureau des décorations de 1978 à 1982 puis sous-directeur à l'Office national des anciens combattants avant sa retraite en 1985. Louis Giard était un homme dont la très grande discrétion accompagnait l'esprit de méthode et le courage comme en témoigne son parcours.

Officier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du mérite, il avait publié à Dakar dans les années soixante une thèse sur « les élections sous la IIIème République » Il avait surtout présidé longtemps l'Association France-Togo, extrêmement dynamique dont il était devenu depuis quelques années le président d'honneur. Ses obsèques se sont déroulées le 16 avril en l'Eglise ND du Calvaire de Chatillon où il résidait, en présence de nombreux amis français et togolais.

GASTON BOYER

Notre camarade, Gaston Boyer, qui avait 89 ans, a rejoint le 11 mai 2012, son frère, Robert (décédé 3 mois plus tôt), dans le cimetière familial de Taradeau, dans le Var.

Devenu depuis plus de 60 années un ami proche avec son épouse Madeleine et leurs 5 enfants, Gaston était une personnalité « hors normes » dans notre corporation : des connaissances ethnologiques approfondies des populations africaines (cf son livre sur le peuple Diawara édité par l'IFAN à Dakar) et, surtout, un très grand talent de dessinateur (cf ses dessins reproduits dans les bulletins de l'ENFOM depuis juillet 2008). Il avait avec AROM un lien encore plus particulier puisqu'il est l'auteur de notre logo inspiré d'un masque africain.

La carrière de Gaston Boyer a été consacrée principalement à l'AOF : cursus régulier suivant l'évolution personnelle d'un fonctionnaire colonial français en parallèle avec l'évolution politique des dirigeants africains. Du stagiaire de l'ENFOM au Soudan (Nioro) en 1946, à l'ambassadeur en Haute Volta (devenu Burkina-Faso) en 1981 /84, affecté tour à tour en Guinée, en Mauritanie et au Sénégal... Tout au long de cette carrière une constante : l'estime rencontrée et laissée auprès de tous, blancs ou noirs, par l'administrateur puis le diplomate.

Deux épisodes méritent d'être soulignés : en Guinée, après la rupture causée par le non au référendum proposé par de Gaulle, Gaston Boyer se trouve seul pendant 3 mois



(novembre 1958 à janvier 1959) pour représenter la France face à Sékou Touré... situation particulièrement délicate, voire explosive on s'en doute ! La lecture du récit de cette période, paru dans le livre de Clauzel « La France d'Outre-mer 1930-1960 » (Mémoires éparées : un caporal au rapport, p336) est particulièrement savoureuse... et instructive !

Au Burkina Faso : en 1981, Gaston Boyer est ambassadeur. Fait insolite et très exceptionnel selon les usages du Quai, il fait l'éloge dans ses rapports officiels d'un de ses prédécesseurs quatre ans plus tôt ! (il est bon de préciser qu'il s'agissait d'un camarade, Paul Blanc !) .

Ayant pris sa retraite en 1987, après deux ans comme Consul général à Genève (un grave accident d'un de ses fils lui interdisant désormais un poste trop éloigné), l'officier de la Légion d'honneur, n'oubliait pas qu'il était aussi « Sociétaire des Artistes français ». Il a alors beaucoup plus de temps à consacrer (après la taille des oliviers de Taradeau et la replantation de ses vignes) à sa passion : le dessin, la caricature, la gravure, la peinture... en revoyant les plans des bâtiments que (architecte amateur, non DPLG, mais talentueux) , il a laissés sur la terre d'Afrique qu'il a tant servie, monument aux morts à Nioro, église, centre culturel, marché monumental en Guinée et aussi, son empreinte essentielle en Mauritanie, sur tous les bâtiments de l'Ambassade de France à Nouakchott.

Serge Jacquemond